



COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

Bruxelles, le 30.1.2008  
COM(2008) 33 final

**DOCUMENT DE TRAVAIL DE LA COMMISSION**

**Deuxième rapport sur la mise en œuvre de la stratégie de simplification de  
l'environnement réglementaire**

{COM(2008) 32 final}  
{COM(2008) 35 final}

## DOCUMENT DE TRAVAIL DE LA COMMISSION

### Deuxième rapport sur la mise en œuvre de la stratégie de simplification de l'environnement réglementaire

#### 1. INTRODUCTION

Amorcée en octobre 2005, la stratégie de simplification de l'environnement réglementaire<sup>1</sup> a fixé un programme glissant de mesures de simplification qui devaient être adoptées entre 2005 et 2008, en vue d'améliorer la qualité et l'efficacité de l'acquis, tout en préservant ses principaux objectifs politiques.

Ce deuxième rapport sur la mise en œuvre, qui complète la communication "*Deuxième examen stratégique du programme 'Mieux légiférer dans l'Union européenne'*"<sup>2</sup>, expose, en termes qualitatifs et quantitatifs, les résultats déjà obtenus, décrit le chemin que le législateur communautaire doit encore parcourir et s'efforce de fournir un élan nouveau à la stratégie de simplification, élément essentiel de la politique générale d'amélioration de la réglementation et de la stratégie pour la croissance et l'emploi de l'Union européenne.

Le présent rapport montre aussi que la Commission tient effectivement ses engagements dans le cadre du programme glissant.

Citoyens et entreprises voient déjà des résultats tangibles et en verront davantage à mesure que les très nombreuses initiatives actuellement en instance devant les législateurs seront adoptées. Les efforts se concentrent sur des projets apportant des avantages notables pour les parties concernées, comme les petites et moyennes entreprises (PME) ou les entrepreneurs individuels, qui sont trop souvent confrontés à des exigences réglementaires disproportionnées.

La Commission va réaliser un examen complet de l'acquis communautaire: vérifier si les instruments existants sont encore nécessaires, si le style réglementaire correct est utilisé et si toute charge imposée est aussi légère que possible par rapport aux résultats politiques escomptés. Ce processus déterminera également de nouvelles initiatives à inclure dans le programme glissant de simplification actualisé qui sera présenté début 2009. Pour obtenir vraiment des résultats, il faut que cet élan se poursuive aussi dans la prochaine législature.

Dans le même temps, à chaque fois qu'une solution sera trouvée pour simplifier la vie aux entreprises sans pour autant affecter les objectifs politiques sous-jacents ou proposer d'autres modifications importantes du cadre réglementaire, la Commission fera usage du mécanisme d'«actions accélérées»<sup>3</sup> qui permet d'atteindre l'objectif d'une réduction de la charge administrative dans l'UE de 25%<sup>4</sup> d'ici 2012. L'exercice majeur lancé par la Commission pour "repérer et mesurer" la charge administrative dans les domaines prioritaires va aussi alimenter le programme de simplification.

---

<sup>1</sup> Communication COM(2005) 535 de la Commission.

<sup>2</sup> Deuxième examen stratégique du programme "Mieux légiférer dans l'Union européenne" – COM(2008) 32.

<sup>3</sup> Document de travail de la Commission: Rapport 2007 sur l'état d'avancement de la réduction des charges administratives dans l'Union européenne et perspectives pour 2008 – COM(2008) 35.

<sup>4</sup> Conclusions du Conseil du printemps 2006.

## 2. OU EN EST-ON DANS LA MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME GLISSANT DE SIMPLIFICATION?

### 2.1. Aperçu général

La stratégie de simplification d'octobre 2005 a sélectionné un premier lot d'environ 100 initiatives pour le programme glissant de 2005 à 2008. 43 initiatives supplémentaires ont été ajoutées en novembre 2006<sup>5</sup> et 16 autres en octobre 2007<sup>6</sup>, ce qui a élargi la portée de l'exercice de simplification à tous les domaines politiques et étendu le calendrier à 2009. Le programme utilise des techniques législatives telles que l'abrogation, la codification et la refonte<sup>7</sup>.

Dans l'ensemble, la mise en œuvre du programme glissant respecte le calendrier. À ce jour, la Commission a adopté plus de la moitié du programme 2005-2009 actualisé.

Pour ce qui est des initiatives qui devaient être adoptées en 2007, 80% du programme a été réalisé par la Commission.

Jusqu'à présent, la Commission a adopté 91 propositions qui se décomposent comme suit: 24 "actes autonomes" adoptés selon la procédure de comitologie, 16 adoptés par le législateur, 44 encore en instance devant les législateurs et 7 qui sont soit des révisions lorsqu'aucune mesure législative n'était nécessaire, soit des initiatives fusionnées.

Globalement, depuis octobre 2005, la Commission a déjà proposé environ 400 actes juridiques pour abrogation, modification ou remplacement. Il en résulte qu'environ 300 actes juridiques, représentant près de 5 000 pages de Journal officiel, seront supprimés du recueil de la législation communautaire. En outre, depuis que la Commission est entrée en fonction, elle a pris des mesures pour supprimer de l'acquis environ 2 500 actes obsolètes ou proposé de le faire.

### 2.2. Législation déjà adoptée

La mise en œuvre de la stratégie pour simplifier l'environnement réglementaire bénéficie déjà vraiment aux entreprises et aux citoyens.

#### 2.2.1. Actes adoptés par la Commission

À ce jour, 24 initiatives de simplification ont été adoptées comme actes autonomes de la Commission selon la procédure de comitologie (Annexe 4). Par exemple:

- En 2005, la Commission a adopté un règlement réduisant les frais et introduisant un système d'assistance administrative pour les PME qui font enregistrer des produits **pharmaceutiques**. Cela permet aux PME de bénéficier d'une réduction de 90% des frais en matière de conseil scientifique, d'avoir des frais réduits lorsqu'elles demandent des autorisations de mise sur le marché et d'obtenir une assistance en matière de réglementation. Ces possibilités sont déjà étendues aux PME actives dans ce domaine.
- Les règles concernant la **preuve d'importation** dans des pays tiers (en matière de **restitutions à l'exportation différenciées** pour certains produits agricoles) ont été modifiées pour permettre aux exportateurs demandant une restitution d'utiliser les données

---

<sup>5</sup> Document de travail de la Commission COM(2006) 690.

<sup>6</sup> Programme législatif et de travail de la Commission en 2008 - COM(2007) 640.

<sup>7</sup> La méthodologie de simplification adoptée par la Commission et les définitions des techniques législatives correspondantes sont détaillées dans la communication de 2005.

informatiques de repérage et de suivi des porte-conteneurs à la place des documents douaniers habituels (qui sont difficiles à obtenir dans certains pays).

- La Commission a déjà adopté une recommandation sur les **marchés des communications électroniques** qui concentre la réglementation sur le niveau de la vente en gros et a réduit de 18 à 7 le nombre de marchés susceptibles d'être soumis à une réglementation ex ante. Il est d'ailleurs estimé que les frais administratifs ont été réduits de 25 à 30% environ pour les opérateurs de réseau fixe et de 30 à 40% environ pour les autorités réglementaires nationales (ARN). Des procédures simplifiées d'examen des marchés permettront aussi aux ARN de réaliser des économies supplémentaires.

### 2.2.2. Actes adoptés par le législateur

La majorité du programme dépend, pour son adoption, du législateur, généralement dans le cadre de la procédure de codécision. À ce jour, 16 initiatives de simplification du programme glissant de 2005-2009 ont été adoptées (Annexe 5). Par exemple:

- Dans le domaine de l'agriculture, le législateur a adopté la refonte des **21 organisations communes des marchés en un système unique** afin de rationaliser et de simplifier la politique agricole commune dans l'intérêt des agriculteurs, des administrations et des entreprises du secteur agricole. La création d'une OCM unique permettra d'alléger la législation dans ce domaine, de renforcer sa transparence et de rendre la politique plus accessible. Cela implique l'abrogation de près de 50 actes du Conseil et remplace plus de 650 articles juridiques dans les réglementations actuelles par 200, en créant un environnement réglementaire général bien plus simple sans modifier les politiques sous-jacentes.
- La directive sur les recours dans les **marchés publics**. En 2003, on estimait la valeur de ce secteur à 1 500 milliards d'euros, soit 16,3% du PIB de l'UE-15. La nouvelle directive va améliorer les procédures de recours nationales dont disposent les entreprises lorsqu'elles jugent déloyale l'attribution d'un marché public. La directive introduit en particulier un délai obligatoire entre la notification de la décision d'attribution et la signature du contrat, afin de permettre aux soumissionnaires d'examiner la décision et d'évaluer s'il y a lieu d'entamer une procédure de réexamen. La directive contient des règles supplémentaires destinées à en assurer l'efficacité. L'introduction de ces nouveaux droits et mécanismes pour les soumissionnaires non retenus dans l'ensemble des 27 États membres est déterminante pour garantir que les contrats sont finalement attribués à l'entreprise qui a proposé la meilleure offre et, partant, pour instaurer la confiance chez les entreprises et le grand public, concernant l'équité des procédures de passation des marchés publics. La simplification peut notamment passer par l'abrogation de mécanismes de conciliation et d'attestation existants pour lesquels les entreprises n'ont pas exprimé de réel intérêt et qui sont actuellement inutilisés.
- La directive sur les **services de paiement** contribue à créer un "espace unique de paiement" dans l'UE qui pourrait permettre à l'Union d'économiser jusqu'à 28 milliards d'euros par an. L'objectif est de rendre les paiements électroniques au sein de l'UE (que ce soit par carte de crédit, carte de débit, virement, débit direct ou tout autre moyen) aussi simples, bon marché et sûrs que le sont aujourd'hui les paiements "nationaux" au sein d'un État membre. La directive garantit un accès équitable et ouvert aux marchés des paiements et renforce et normalise la protection des consommateurs. La simplification porte ses fruits grâce à trois phénomènes: l'harmonisation des exigences concernant l'accès aux marchés, le gommage de l'effet de fragmentation qui résulte de la divergence des réglementations nationales et communautaires sur les exigences en matière d'informations et enfin

l'harmonisation des principaux droits et obligations des utilisateurs et fournisseurs à des fins de certitude et d'efficacité. Un marché des paiements plus efficace et plus compétitif signifie aussi que les Européens paient moins pour les services bancaires de base, dont le coût annuel moyen varie de 34 à 252 euros dans l'UE.

- L'abrogation de la plupart des exigences existantes en matière de **préemballage** a supprimé la réglementation nationale ou communautaire pour environ 70 produits de consommation. Les entreprises disposent désormais de davantage de souplesse pour satisfaire aux besoins des consommateurs.
- Dans le domaine **douanier**, le législateur a adopté la décision relative à l'informatisation des douanes, qui créera un système électronique européen pour l'échange de données entre les pouvoirs publics et les entreprises. La rationalisation des procédures douanières à l'aide de systèmes douaniers automatisés et interconnectés va favoriser les échanges internationaux. Lorsqu'il sera pleinement opérationnel, le système intégré devrait permettre aux entreprises d'économiser 2,5 milliards d'euros par an, ce qui vaudrait largement l'investissement de 40 à 50 millions d'euros par an consenti par la Commission et les États membres. Il est prévu d'adopter en 2008 le code des douanes modernisé, qui va permettre de réviser la législation douanière communautaire.

### 2.3. Propositions en instance devant le législateur

Quelque 44 propositions de simplification sont actuellement en instance devant le législateur. Elles contiennent un certain nombre de propositions importantes dont l'adoption permettra de simplifier l'environnement réglementaire.

- La nouvelle révision de la législation communautaire en matière d'assurances (**Solvabilité II**) va renforcer la protection du preneur d'assurance dans l'UE au moyen d'exigences de solvabilité pour les entreprises d'assurance plus uniformes et tenant compte de l'ampleur des risques. Solvabilité II va promouvoir une meilleure gestion du risque, une politique saine des prix et une supervision renforcée, améliorant ainsi la confiance des consommateurs. Ce programme va aussi accroître la concurrence (en particulier pour les branches d'assurance proposant des produits de masse destinés aux particuliers comme l'assurance automobile et habitation), exercer une pression vers le bas sur le prix de certaines assurances, encourager l'innovation de produit et améliorer la compétitivité internationale des assureurs européens. Enfin, l'environnement réglementaire deviendra plus transparent et plus convivial grâce à une directive remplaçant l'actuel patchwork de réglementations réparties dans 14 directives différentes.
- Le **code de conduite pour l'utilisation de systèmes informatisés de réservation** a été développé pour un marché qui a beaucoup évolué sous l'influence du désengagement des compagnies aériennes et de la recrudescence des réservations par internet et qui est maintenant prêt à faire face à une concurrence plus grande. La Commission propose de laisser davantage le champ libre aux forces du marché pour faire baisser les frais de réservation plus élevés que nécessaire imposés aux compagnies aériennes et aux voyageurs. Une concurrence accrue améliorera la qualité des services proposés et réduira les frais de répartition dans le secteur du transport aérien: les frais de réservation pour chaque trajet du voyage devraient baisser de 0,7 à 0,9 euros, réduisant ainsi le coût total de 190 à 240 millions d'euros par an.
- Les changements apportés à la réglementation concernant les **réseaux et les services de communications électroniques** visent à assurer une concurrence efficace, promouvoir l'investissement, consolider le marché intérieur et renforcer les intérêts des consommateurs.

Une réduction substantielle de la réglementation est proposée partout où la tendance est clairement à la concurrence. Une étude indépendante du rapport coûts-avantages de l'autorité du marché des communications électroniques proposée estime que les bénéfices économiques potentiels pourraient dépasser 10 à 30 fois ses frais de fonctionnement (c'est-à-dire 250 à 800 millions d'euros) en raison d'une incertitude réglementaire réduite et d'une résolution plus rapide des cas. Pour les prestataires de services tributaires du spectre, la révision introduit une plus grande flexibilité, réduit le coût de fonctionnement et supprime les obstacles à l'entrée de nouveaux arrivants. Il en résultera que les consommateurs bénéficieront d'un meilleur choix et de prix plus bas pour ces services.

- Une nouvelle directive sur le **transport terrestre de marchandises dangereuses** va intégrer les trois modes de transport terrestre (par route, par rail et par voie navigable) dans un acte juridique unique. La proposition contient des dispositions uniformes pour les trois (dans la mesure du possible) et abroge les dispositions obsolètes. Deux directives sur les conseillers à la sécurité concernant les matières dangereuses et quatre décisions sur les dérogations nationales vont notamment être abrogées. Il en résultera un texte convivial, transparent, réduisant le volume de l'acquis d'environ 2 000 pages.
- La révision de la directive sur les **jouets** actualisera les exigences de sécurité et préviendra les effets nocifs à moyen et long terme sur les enfants, tout en améliorant le fonctionnement du marché intérieur des jouets. La révision a pour objectif premier de moderniser les exigences de sécurité des jouets, concernant leurs propriétés chimiques, physiques et mécaniques. Elle tiendra compte des connaissances scientifiques les plus récentes pour veiller à ce que seuls les jouets sans danger soient disponibles sur le marché communautaire. La méthode de mise en œuvre de la directive au sein des États membres sera en outre améliorée et les obligations des États membres d'effectuer une surveillance du marché appropriée et efficace seront renforcées.

#### **2.4. Initiatives en préparation à la Commission (2008-2009)**

Les efforts de la Commission vont s'intensifier au cours des deux prochaines années. Le programme 2008-2009 actualisé (Annexe 1) se compose de 45 initiatives pour 2008 et 9 pour 2009. Parmi les exemples d'initiatives de simplification à venir, on trouve:

- La **révision du droit des sociétés, de l'acquis en matière de comptabilité et d'audit** va supprimer ou réduire toute une série d'exigences administratives désormais jugées dépassées, excessives ou faisant double usage. Cette opération va éliminer certaines exigences d'informations des directives relatives au droit des sociétés, simplifier les exigences de publicité pour les entreprises et permettre aux États membres de continuer à réduire les exigences de déclaration et d'audit pour les PME.
- La **révision du règlement général d'exemption par catégorie (RGEC)** va regrouper en un seul document toutes les dispositions relatives aux aides d'État exemptées de l'obligation de notification, réduisant ainsi la charge administrative pour les bénéficiaires, les États membres et la Commission. Le nouveau RGEC couvrira des domaines déjà couverts par les exemptions par catégorie existantes concernant la formation, l'emploi, les PME, ainsi que de nouveaux domaines tels que l'environnement, le capital-risque et les aides régionales. Il améliorera aussi grandement l'accès des PME aux programmes d'aide d'État, par exemple le "supplément pour les PME" s'ajoutant à l'aide normale de base applicable pour l'investissement et l'emploi sera harmonisé et relevé de 15 à 20% pour les petites entreprises et de 7,5 à 10% pour les moyennes.

- La **révision d'Intrastat** va réduire la charge imposée aux entreprises par le système de collecte de données pour les statistiques communautaires relatives aux échanges de biens entre les États membres. La Commission va très prochainement proposer de simplifier encore le système selon les méthodes habituelles, en réduisant le nombre d'intitulés de nomenclatures et en relevant les seuils afin d'exempter un grand nombre d'entreprises. On estime que jusqu'à 190 000 entreprises pourraient être exemptées de l'obligation de déclaration statistique. Dans le même temps, la Commission va étudier d'autres solutions à long terme, notamment l'éventuel passage à un système de déclaration à flux unique<sup>8</sup>.
- Le règlement unique en préparation sur les **fonctions de sécurité avancées et les pneumatiques** remplacera quelque 50 directives distinctes. Cette opération allègera substantiellement la charge qui pèse sur les États membres, qui n'auront plus besoin de transposer la réglementation communautaire dans ce domaine. En outre, des références directes à des règlements de la CEE-ONU vont considérablement accélérer l'alignement du droit communautaire avec la législation CEE-ONU, permettant ainsi à l'industrie de s'adapter plus vite à l'évolution technologique au niveau international.
- La révision de la directive relative aux **déchets d'équipements électriques et électroniques** et de la directive relative à la limitation de l'utilisation de certaines substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques va clarifier des notions, faciliter leur mise en œuvre et leur application, réduire les frais administratifs pour les fabricants et les administrations, tout en fournissant aux opérateurs un champ d'action plus transparent.
- La proposition de directive cadre sur les **droits des consommateurs** offrira des définitions communes et régira les principaux droits contractuels et recours des consommateurs. En simplifiant et clarifiant le cadre réglementaire pour les entreprises et les consommateurs, elle contribuera au fonctionnement du marché intérieur et à la confiance des consommateurs.
- La modernisation et la refonte du système de contrôle de la **politique commune de la pêche** vont alléger les contraintes imposées à ce secteur et accroître l'utilisation d'outils informatiques afin de réduire les obligations de déclaration.

Les initiatives de simplification particulièrement pertinentes pour les PME seront aussi mises en exergue dans la "*Loi sur les petites entreprises pour l'Europe*" qui verra le jour en 2008.

## 2.5. La simplification au-delà du programme glissant

La simplification ne s'arrête pas aux programmes ciblés comme le programme glissant de simplification, le programme destiné à réduire les charges administratives et le programme de codification. Le même impératif de simplicité doit s'appliquer indistinctement à toutes les propositions législatives, ainsi qu'aux procédures opérationnelles. Par exemple:

- Dans le domaine de la recherche (élément clé pour la stratégie de Lisbonne), des mesures concrètes<sup>9</sup> ont aussi été proposées afin de simplifier le **7<sup>e</sup> programme cadre de recherche, de développement technologique et de démonstration**. Les règles administratives et

<sup>8</sup> Les statistiques Intrastat sont actuellement produites en utilisant un système dans lequel chaque pays déclare des flux d'importation et d'exportation. Chaque flux fait donc l'objet d'une double déclaration.

<sup>9</sup> SEC(2005) 431 Document de travail des services de la Commission: Simplification dans le 7<sup>e</sup> programme cadre {COM(2005) 119 final}.

financières ont été modifiées en conséquence et la gestion du programme cadre et des différents projets de recherche a été rationalisée.

- La Commission a proposé de simplifier la structure du programme **Erasmus Mundus** pendant sa deuxième phase (2009-2013). L'action communautaire dans le domaine de l'enseignement supérieur dans les pays tiers va gagner en cohérence grâce à la rationalisation d'une vaste gamme de programmes existants, actuellement gérés selon des règles différentes bien que couvrant globalement les mêmes domaines. Cela permettra de disposer d'un point d'entrée unique pour les parties concernées participant à la coopération universitaire avec les pays tiers et à la mobilité internationale.
- La Commission a mis à jour quatre communications distinctes sur des questions juridictionnelles différentes et les a remplacées par une **communication juridictionnelle consolidée** au titre du règlement communautaire sur les fusions. Cela a immédiatement simplifié les pratiques administratives et les orientations fournies.
- L'introduction du "**journal de bord électronique**" pour la pêche a permis de supprimer le papier dans l'ensemble du processus de déclaration des données de la pêche pour les pêcheurs et les administrations nationales.
- Les nouvelles réglementations pour la **politique de cohésion** 2007-2013 ont réduit le nombre de fonds et d'étapes de la programmation et simplifié la gestion financière, renforçant ainsi la flexibilité pour les autorités locales gérant les programmes sur le terrain. Les règles régissant le Fonds de cohésion et le Fonds structurel ont été harmonisées de sorte que les autorités locales et les bénéficiaires n'ont qu'un ensemble de règles à appliquer pour les deux fonds. Dans le même esprit, un nouveau règlement de la Commission concernant la mise en œuvre du Fonds structurel a remplacé 10 règlements de mise en œuvre.

La réalisation du marché intérieur reste en outre l'un des meilleurs moyens pour améliorer l'environnement des entreprises. La suppression des barrières entre les États membres a renforcé le PIB de l'UE de 223 milliards d'euros, soit une hausse de 2,2% au cours des dix ans suivant la réalisation du paquet "marché unique" en 1993. Cela correspond à 1 450 euros de revenu supplémentaire par ménage. De plus, l'emploi s'est amélioré de 1,4%, avec une offre de 2,75 millions d'emplois supplémentaires. Un ensemble unique de règles communautaires signifie que les entreprises n'ont plus besoin de repérer et déchiffrer 27 lots différents de réglementations nationales, d'y adapter leurs produits ou services et de prouver ensuite qu'ils s'y conforment. Par exemple:

- La Commission a récemment proposé de modifier la **réception communautaire des véhicules à moteur** en introduisant des règles harmonisées pour les véhicules à hydrogène, ce qui permettrait aux fabricants de réaliser des économies d'échelle grâce à de plus grandes séries de production pour l'ensemble du marché européen et garantirait aux consommateurs de l'UE que ces véhicules novateurs satisfont à des exigences élevées de sécurité et de protection de l'environnement. L'adaptation du système de réception aux technologies de demain permettra aussi à l'industrie automobile européenne de ne pas se laisser distancer par ses principaux concurrents internationaux, en améliorant sa compétitivité sur les marchés des pays tiers.
- En décembre 2007, la Commission a proposé une nouvelle directive visant à éliminer les obstacles entravant les **échanges intracommunautaires de produits liés à la défense**. Jusqu'à présent, la circulation de ces produits au sein du marché intérieur a été ralentie par un patchwork de procédures nationales qui imposent non seulement une charge



administrative supérieure à 430 millions d'euros par an aux entreprises et aux pouvoirs publics, mais créent aussi de longs délais allant jusqu'à plusieurs mois. Cette charge est indéniablement démesurée par rapport aux besoins de contrôle effectifs, comme le montre le fait que, malgré les 11 500 licences environ pour le transfert intracommunautaire émises tous les ans, seules 3 demandes ont été refusées pendant la période de 2004 à 2006. Cette proposition aidera à rendre les industries de défense européennes économiquement et technologiquement plus compétitives, à améliorer les conditions de participation des PME au développement et à la production d'armement, permettra aux États membres de satisfaire à leurs besoins militaires dans des conditions de sécurité adéquates à moindre coût et améliorera la sécurité de l'approvisionnement pour les marchés publics et la coopération industrielle.

## **2.6. Instruments de communication et consultation des parties concernées**

Il est essentiel de disposer d'informations claires et transparentes sur l'état d'avancement de la mise en œuvre du programme de simplification pour assurer la dynamique du programme. C'est pourquoi la Commission a mis en place un site internet<sup>10</sup> sur la simplification, afin de fournir des informations générales sur la stratégie de simplification et de permettre aux parties concernées de suivre l'avancement du programme glissant. En outre, dans un certain nombre d'autres secteurs (par exemple l'agriculture), la consultation avec les parties concernées et les experts sectoriels des États membres est organisée via des groupes sectoriels.

Toujours déterminée à ancrer la simplification dans l'expérience pratique des parties concernées, la Commission a lancé en automne 2007 un nouveau site de consultation en ligne pour recueillir les préoccupations et les suggestions des entreprises concernant les charges imposées par la législation et les formalités administratives en général. La Commission fera le meilleur usage possible des contributions reçues. Bien que conçue à l'origine pour alimenter le "Programme d'action pour la réduction des charges administratives dans l'Union européenne", toute contribution abordant des questions plus larges touchant au fond de la réglementation sera prise en compte lors de la conception de la stratégie de simplification.

## **3. PROGRAMME DE CODIFICATION**

La codification<sup>11</sup> est un élément clé de l'effort de la Commission pour réduire la taille de l'acquis et le rendre plus accessible.

Le programme de codification concerne environ 400 actes de codification, la majorité d'entre eux étant des propositions législatives. La codification a été menée à bien pour 87 d'entre eux, qui ont été adoptés et publiés au Journal officiel (il s'agit de 62 actes de la Commission et de 25 actes du Parlement européen et du Conseil). Ces 87 règlements remplacent les 348 règlements actuels. 65 actes supplémentaires sont en instance devant le législateur et 4 sont sur le point d'être adoptés par la Commission. 152 actes de codification ont donc déjà été finalisés par la Commission.

Dans le but de compléter le programme de codification d'ici la fin 2008 (Annexe 2), des mesures ont été prises afin de venir à bout du retard de traduction pour les textes en cours de codification dans les nouvelles langues de l'UE. L'adoption d'actes codifiés par le législateur doit s'effectuer conformément aux règles de l'accord interinstitutionnel du 20 décembre 1994

---

<sup>10</sup> [http://ec.europa.eu/enterprise/regulation/better\\_regulation/simplification/intro.htm](http://ec.europa.eu/enterprise/regulation/better_regulation/simplification/intro.htm)

<sup>11</sup> Voir note de bas de page 5.

concernant une méthode de travail accélérée pour la codification officielle des textes législatifs.

#### **4. ASPECTS INTERINSTITUTIONNELS**

##### **4.1. Propositions en instance devant le législateur**

La réussite de la simplification est une responsabilité que partagent toutes les parties impliquées dans le processus décisionnel. En 2007, le législateur a réussi à résorber le retard de propositions datant du programme de simplification pour 2003-2004.

44 propositions du programme glissant 2005-2009 sont cependant encore en instance devant le législateur (Annexe 3). Dans le cas des directives, les règles communautaires doivent alors être transposées en droit national. Plusieurs années risquent donc de s'écouler avant que citoyens et entreprises puissent récolter les intérêts de la simplification (et les remarquer).

La Commission encourage donc les autres institutions à adopter ses propositions de simplification aussi rapidement que possible.

##### **4.2. La simplification et les autres institutions**

Dans le cadre de la stratégie de Lisbonne pour la croissance et l'emploi, le Conseil compétitivité suit la mise en œuvre du programme «Mieux légiférer» dans un rapport sur l'état d'avancement remis à la fin de chaque présidence, indiquant notamment l'avancement du programme glissant de simplification. Bien qu'elle salue l'intérêt continu du Conseil pour une meilleure réglementation en général et pour la simplification en particulier, la Commission note cependant que les méthodes de travail du Conseil pour l'examen des propositions de simplification n'ont pas encore changé fondamentalement, malgré les engagements pris dans l'accord interinstitutionnel "Mieux légiférer".

Dans sa résolution sur la stratégie pour la simplification de l'environnement réglementaire<sup>12</sup>, le Parlement européen s'est félicité du programme de la Commission en matière de codification et a reconnu que le programme de simplification devrait être encouragé et soutenu par des initiatives de simplification nationales correspondantes. Le Parlement invite également les trois institutions à conclure un accord interinstitutionnel sur des méthodes de travail accélérées pour les mesures de simplification. La Commission apprécie le soutien constructif du Parlement et la mesure déjà prise pour mettre en œuvre le programme "Mieux légiférer". La Commission salue en particulier l'amendement que le Parlement a apporté à ses procédures internes pour examiner les propositions de codification et de refonte, qui clarifie la répartition des responsabilités entre les commissions et empêche que les parties codifiées soient indûment modifiées sur le fond.

La Commission encourage donc le Conseil et le Parlement à veiller à ce que ses propositions de simplification en instance soient adoptées rapidement et à ce que le fond de la simplification soit maintenu pendant le processus.

##### **4.3. Coopération avec le Comité économique et social européen et le Comité des régions**

La Commission a essayé de mieux organiser le sondage de la société civile organisée, en matière de qualité législative de l'acquis.

---

<sup>12</sup> Numéro de référence du PE: A6-0271/2007 / P6\_TA-PROV (2007)0365.

Suite à une demande de la Commission, le CESE a émis en septembre 2007 un avis sur le potentiel de simplification du cadre réglementaire dans le secteur des machines. Il devait couvrir à la fois les règles sectorielles spécifiques et la législation plus large touchant aux machines, par exemple la santé, la sécurité et la protection de l'environnement. La Commission entend poursuivre cette coopération et a maintenant envoyé des requêtes similaires au Comité pour obtenir de nouveaux rapports sur d'autres secteurs clés, comme la construction et les services aux entreprises.

La Commission salue aussi le rapport "Mieux légiférer" adopté par le Comité des régions en octobre 2007<sup>13</sup>.

## 5. CONCLUSIONS / REMARQUES FINALES

La réduction des contraintes administratives figure désormais en bonne place dans l'ordre du jour politique communautaire. Comme les autres composantes du programme "Mieux légiférer" conçu par la Commission au début de son mandat, la stratégie de simplification a atteint sa vitesse de croisière et ses premiers bénéfices tangibles commencent à se faire sentir. La Commission va réaliser un examen des 95 000 pages environ de l'acquis communautaire pour déterminer les domaines possibles sur lesquels les futures activités de simplification pourraient se concentrer et inclura les résultats dans le programme glissant de simplification actualisé qui sera présenté début 2009. La Commission s'attache à mener à bien le programme glissant actuel et à simplifier, dégraisser et actualiser l'acquis autant que possible. Une méthode a été mise en œuvre et la mesure produit des résultats.

Il apparaît cependant clairement que le cadre réglementaire ne peut être amélioré par la Commission seule. Plus que jamais, un véritable engagement, coordonné et déterminé, à tous les niveaux législatifs, est essentiel pour traduire des intentions politiques pieuses en résultats tangibles et pour garantir que les entreprises et les citoyens voient leurs vraies attentes satisfaites. Pour leur part, le Parlement européen et le Conseil partagent la responsabilité institutionnelle de mener les propositions de la Commission jusqu'au stade final de l'adoption. À ce jour, malgré des efforts reconnus, moins d'un quart des propositions de simplification transmises par la Commission et nécessitant une adoption par le législateur ont été adoptées. Il est évidemment essentiel que le fond de simplification de ces propositions soit préservé pendant le processus décisionnel.

De la même manière, les autorités nationales, régionales ou locales chargées de transposer et de mettre en œuvre la législation communautaire devraient s'efforcer de compléter les travaux réalisés à Bruxelles. Trop souvent, une transposition tardive ou des couches de "dorage" érodent l'effet de simplification des règles communautaires. Les travaux actuellement en cours pour repérer et mesurer la charge administrative dans certains domaines politiques devraient fournir des résultats intéressants à cet égard. Conformément à sa récente communication "Pour une Europe des résultats – Application du droit communautaire", la Commission va intensifier ses efforts en amont pour éviter les violations du droit communautaire en améliorant la qualité de l'assistance qu'elle offre aux États membres pour faciliter la transposition et l'application correctes des directives.

Enfin, dans la mesure où la majeure partie du paysage réglementaire de l'UE n'est pas définie au niveau communautaire, il convient aussi de développer ou renforcer des programmes de simplification au niveau national (et, le cas échéant, régional) afin de réduire les tonnes de

---

<sup>13</sup> Avis du Comité des régions sur "Mieux légiférer 2005 et 2006". CdR397/2006 fin.

paperasserie qui prolifèrent parallèlement à la législation communautaire. À l'avenir, la Commission mettra l'accent sur cet aspect lorsqu'elle examinera les programmes de réforme nationaux soumis dans le cadre de l'agenda de Lisbonne

**ANNEX 1**

**Simplification Rolling programme (2008-2009)**

	<b>Title of action</b>	<b>Type of simplification action</b>	<b>Description of scope and objectives</b>	<b>Additional initiatives to COM (2005) 535 and COM(2006) 690</b>
<b>2008<sup>14</sup></b>				
1.	Legislative proposals arising from the Communication on the 'Health Check' in the Common Agricultural Policy	Revision	Following the 2007 Communication on the "Health Check" in the Common Agricultural Policy (CAP), the legislative proposals will provide options aiming at making the Single Payment Scheme more effective, adapting the market support instruments and addressing the new challenges facing the sector. The "Health Check" is not a fundamental reform, rather it essentially aims to ensure that the CAP functions effectively and to simplify it where possible. This initiative arises from the review clauses regarding the Single Payment Scheme and certain agricultural markets that were included in the 2003/04 CAP reforms.	
2.	Commission Regulation on information and promotion actions for agricultural products on the internal market and in third countries	Revision	This initiative has as objective to establish the conditions regarding co-financing of information and promotion programmes for agricultural products in the internal market and in third countries. It will take the form of a consolidation of two existing Commission Regulations ((EC) No 1071/2005 and (EC) No 1346/2005).	X

<sup>14</sup> As adopted in the Commission Legislative and Work Programme of the Commission 2008 - COM(2007) 640.

	<b>Title of action</b>	<b>Type of simplification action</b>	<b>Description of scope and objectives</b>	<b>Additional initiatives to COM (2005) 535 and COM(2006) 690</b>
3.	Private Storage: Commission Regulation laying down common rules for private storage of agricultural products under Common Agricultural Policy	Revision	The aim of the proposal is to replace multiple sectoral rules by horizontal ones and to simplify management mechanisms relating to the private storage of agricultural products. Existing sectoral provisions, which may vary from one sector to another, will be examined with a view to eliminating unnecessary provisions and to harmonising the system of private storage.	
4.	Council Regulation amending Regulation (EC) No 1234/2007 establishing a common organisation of markets (CMO) and on specific provisions for certain agricultural products (single CMO regulation)	Revision, recast and repeal	The single common market organisation (CMO) regulation, scheduled for adoption by Council in October 2007, merges existing CMOs into a single text. It does not modify policy but streamlines and harmonises legislation. Various substantive amendments were made in the meantime to the existing CMOs. This is notably the case in the milk, the sugar and the fruit and vegetables sectors, It is important to incorporate these amendments into the single CMO in order to achieve the aim of having one single simplified legal text which will facilitate the access to the existing legislation and thus create a much higher degree of transparency and legal clarity. The initiative thus concerns the subsequent Commission proposal.	X
5.	Milk Package (two separate initiatives): 1) Commission Regulation laying down certain implementing rules with regard to intervention for butter 2) Commission Regulation laying down certain implementing rules with regard to intervention for skimmed milk powder	Revision	The purpose of the initiative is to simplify the procedures relating to intervention buying of butter, to abolish national butter quality grades, and to abolition private storage aid for cream and skimmed milk powder. Technical clarifications and simplification (e.g. concerning the security provisions) will improve the readability of the text.	X

	<b>Title of action</b>	<b>Type of simplification action</b>	<b>Description of scope and objectives</b>	<b>Additional initiatives to COM (2005) 535 and COM(2006) 690</b>
6.	Streamline Controls: Amendment of Commission Regulation (EC) No 796/2004 regarding the detailed rules of cross compliance and the integrated administration and control system	Revision	This proposal stems directly from the Commission report to the Council on the application of the system of cross-compliance (COM(2007) 147). Its amendments will lead to simpler and more effective rules concerning the controls on direct payments to farmers with regard to the selection of the control sample, the timing of these controls, and the specific rules concerning on the spot checks.	X
7.	Starch Production Refunds: Commission Regulation amending Regulation (EEC) No 1722/93 laying down detailed rules for the application of Council Regulation (EEC) No 1766/92 concerning production refunds in the cereals sector	Revision	Objective of this initiative is the simplification of control procedures by increasing the threshold for special control requirements. It will simplify the business environment in which EU starch producers operate by eliminating the unnecessary / disproportionate administrative measures related to the control on modified starches This proposal has been elaborated following the consultation of NGOs/stakeholders.	X
8.	Controls of export refunds: Commission Regulation amending Regulations (EC) No 2090/2002, (EC) No 3122/94 and (EC) No 800/1999 as regards physical and substitution controls in the framework of export refunds on agricultural products	Revision	Modification of Regulation (EC) No 2090/2002 laying down detailed rules for applying Council Regulation (EC) No 386/90 as regards physical checks carried out when agricultural products qualifying for refunds are exported.	X
9.	Fresh fruit and vegetables: proposal for a Commission Regulation laying down the marketing standards for fresh fruit and vegetables and establishing requirements on checks on conformity to these marketing standards	Revision	The objective of the proposal is to merge 34 regulations on marketing standards for fresh fruit and vegetables into one regulation, reduce the list of products covered by marketing standards and rationalise checking operations.	X

	<b>Title of action</b>	<b>Type of simplification action</b>	<b>Description of scope and objectives</b>	<b>Additional initiatives to COM (2005) 535 and COM(2006) 690</b>
10.	Common market organisation of wine: amendment of the Council Regulation establishing the single Common Market Organisation Regulation (EC) No 1234/2007 to include the provisions with regard the common market organisation of wine.	Revision	The amendment will include the specific rules concerning the common organisation of the wine market into the general rules concerning the organisation of the common market in agricultural produce. This will clarify and simplify the EU legislation.	X
11.	Commission Regulation on the application of Articles 87 and 88 of the Treaty to regional aid, SME, R&D, environmental aid, employment, training. (General Block Exemption Regulation - final adoption)	Revision	The final objective pursued by the Commission is to group all existing Block Exemption Regulations into one single Regulation for the first time ever. This will bring a qualitative impact in terms of clarity, predictability and transparency of EU rules for business and national and regional authorities. The new GBER will cover areas already covered by block exemptions (training, employment, SME) and new areas (environment, risk capital, regional aid). Texts on research and capital risk were adopted in 2006, but those applicable to the environment will be adopted in 2007. Finalisation of the draft new GBER is scheduled for 2007 and formal adoption by the Commission in 2008.	
12.	Council Directive 2001/23/EC on the approximation of the laws of the Member States relating to the safeguarding of employees' rights in the event of transfers of undertakings, businesses or parts of undertakings or businesses	Revision	<p>Directive 2001/23/EC does not contain any provisions on conflict of laws. As a result, there is a lack of clarity as to how to apply the provisions of the Directive to cross-border transfers. The aim of the proposal - to be made by the Commission following the two phases of consultation of social partners - is therefore to clarify the application of the Directive to cross-border operations. The proposal would increase legal certainty for economic and judicial agents and result in costs savings for undertakings and better protection for workers.</p> <p><i>Following the results of the first phase of consultations which took</i></p>	



	<b>Title of action</b>	<b>Type of simplification action</b>	<b>Description of scope and objectives</b>	<b>Additional initiatives to COM (2005) 535 and COM(2006) 690</b>
			<i>place in November 2007, it appears that the revision of the Directive is not necessary.</i>	
13.	Community initiative on work-related musculoskeletal disorders	Recast	The objective of this initiative is to integrate into a single legislative instrument the provisions on the protection of the health and safety of workers from the risks of musculo-skeletal disorders at work. These provisions are currently fragmented over different directives, namely Council Directive 90/269/EEC on the minimum health and safety requirements for the manual handling of loads and Council Directive 90/270/EEC on the minimum health and safety requirements for work with display screen equipment. A single legislative instrument would be more comprehensive, clearer and easier to apply. It will benefit employers in terms of legal clarity and workers in terms of providing better protection against the risks of musculo-skeletal disorders.	
14.	Revision of the Pharmaceutical "Variations" Regulations: change to the legal basis, in Directives 2001/83/EC on the Community code relating to medicinal products for human use and 2001/82/EC for veterinary use	Revision	The objective is to simplify the rules concerning post-licensing changes to medicines (so-called 'Variations' Regulations). Administrative management of these rules currently mobilise more than 60% of the human resources and financial costs of companies' regulatory departments. In some cases, this burden may hinder innovation by preventing the introduction of changes that are beneficial to patients and society. The objective of this initiative is to reduce the administrative burden for industry by streamlining the circumstances obliging industry to fill applications for variations of human and	

	Title of action	Type of simplification action	Description of scope and objectives	Additional initiatives to COM (2005) 535 and COM(2006) 690
			veterinary medical products. The current legal basis for implementing rules on changes to the marketing authorisation doesn't allow the Commission to set rules for purely national marketing authorisation. This legal basis should be widened to close the gap for harmonisation. This initiative aims at changing the legal basis for Directives: 2001/83/EC on the Community code relating to medicinal products for human use and Directive 2001/82/EC on the Community code relating to medicinal products for veterinary use.	
15.	Revision of the pharmaceutical "Variations" Regulations: simplification and modernisation of Regulation (EC) No 1084/2003 and (EC) No 1085/2003	Revision	The objective is to reduce the administrative burden for industry by simplifying the rules for variations of human and veterinary medicinal products. The Variations regulation are implementing rules adopted by the Commission on changes to the marketing authorisation of pharmaceuticals.	
16.	Regulation on Advanced Safety Features and Tyres	Revision	The proposal will simplify EC legislation in the domain of vehicle safety by replacing existing legislation in the area into one main Regulation. It will include electronic stability control and low rolling resistance tyres. The proposal will repeal some 50 separate Directives and will replace them, where appropriate, with references to UNECE Regulations. The beneficiaries of the simplification aspect of this proposal will primarily be vehicle manufacturers and national approval authorities. Replacing Directives with a Regulation will also ease the administrative burden on the Member States since they would not have to transpose legal acts in the domain of vehicle safety in the future. Furthermore, references to UNECE Regulations will avoid the existing duplication between EU and UNECE law and will thus lead to "better regulation".	

	<b>Title of action</b>	<b>Type of simplification action</b>	<b>Description of scope and objectives</b>	<b>Additional initiatives to COM (2005) 535 and COM(2006) 690</b>
17.	Textiles: simplification and replacement by a single regulation	Revision	The replacement of 3 Directives by 1 Regulation will simplify procedures for Member States, companies and the Commission leading to shorter periods for adoption of new fibre names. The standard methods of quantitative analysis of binary and ternary textile fibre mixtures currently included in two of the directives are to be transferred to the standardisation process. This means that consumers and companies could benefit faster from the use of new innovative products. Innovation and technological developments will be thus encouraged. In addition, the legal nature of the legislation (Regulation) will facilitate the application of technical adaptations by the Member States.	
18.	Pressure Vessels and Transportable Pressure Equipment	Repeal	The objective is to repeal 4 Directives on Pressure Vessels (76/767/EEC, 84/525/EEC, 84/526/EEC, 84/527/EEC) and integration of the still relevant provisions into the revision of Directive 99/36/EC (Transportable Pressure Equipment).	
19.	Metrology: extension of the scope of Directive 2004/22/EC on measuring instruments and repeal of 8 "old approach" methodology Directives	Repeal	The objective is to provide for a coherent legal framework for legal metrology. The extension of the scope of the Directive is the legal prerequisite for the repeal of the following "old approach" Directives.	
20.	Eco-management and audit scheme: revision of the Regulation (EC) No 761/2001 of 19 March 2001 allowing voluntary participation by organisations in a Community eco-management and audit scheme (EMAS)	Revision	The revision aims at improving environmental performance of the organisations participating and increasing participation from both industrial and public sector. Legal compliance and environmental performance improvement of the participating organisations will be facilitated by providing access to advice on environmental legal obligations and guidance on the best environmental management practice. Administrative burden will be reduced for large corporations	

	Title of action	Type of simplification action	Description of scope and objectives	Additional initiatives to COM (2005) 535 and COM(2006) 690
			by allowing corporate registration and for small organisations by cluster registration. All participating organisations will benefit from reduced procedural requirements, simplified rules for the use of logo and harmonised rules for accreditation, verification and registration. In addition SMEs and small local authorities will benefit from reduced verification and reporting obligations and lower registration fees. Synergies with other environmental management systems will be facilitated. Incentives and regulatory relief for participating organisations by the member states will be encouraged.	
21.	Eco-label award scheme: revision of Regulation (EC) No 1980/2000 of the European Parliament and of the Council of 17 July 2000 on a revised Community eco-label award scheme	Revision	The revision aims at enhancing effectiveness and market impact by increasing the range of eligible product groups and the number of eco-labelled goods and services actually available to the consumer. For this purpose, the procedure of developing and adopting eco-label criteria will be thoroughly changed and simplified. Economic stakeholders will be involved to a greater extent into the process, thereby increasing ownership and self-regulatory aspects of the scheme, whereas the administrative burden put on Member States will be reduced. Once the criteria are adopted, it will be easy for economic operators to apply for the award of the eco-label to their products. Synergies with existing eco-labels at national level will be facilitated and limits will be put on the costs and fees Member States' authorities may charge on the applicant. Furthermore, the criteria should be defined in such a way that they can be easily used for the purpose of green public procurement.	

	<b>Title of action</b>	<b>Type of simplification action</b>	<b>Description of scope and objectives</b>	<b>Additional initiatives to COM (2005) 535 and COM(2006) 690</b>
22.	Biocides: revision of the legislation on the placing of biocidal products on the market	Recast	This proposal follows the 2007 Report on the implementation of the Biocides Directive (98/8/EC). The objective is to provide a revised legal framework for regulating the placing on the market of biocidal products. The revision aims to address concerns regarding complexity and the cost, as well as the availability of certain biocidal products, and bring about a significant simplification of the current legislative framework and procedures. The revision of the biocides legislative framework will bring it in line with the EU Chemicals policy (REACH Regulation).	X
23.	WEEE: revision of Directive 2002/96/EC on Waste Electric and Electronic Equipments	Revision	The revision of the Directive 2002/96/EC will examine possibilities to increase the efficiency and effectiveness of the directive in achieving its environmental goals and eliminate any unnecessary costs to business, consumers, NGOs and public authorities arising from implementation of the directive. The revision will concern the targets, scope, treatment requirement and the operation of the producer responsibility provisions.	
24.	RoHS: revision of Directive 2002/95/EC on the limitation of the use of certain hazardous substances in the electric and electronic equipments	Revision	The revision aims at clarifying concepts and facilitate the implementation and enforcement while increasing the environmental benefits. It will enhance legal certainty for all stakeholders and will facilitate implementation by manufacturers by streamlining the mechanism for granting exemptions and enforcement by national authorities through market surveillance and administrative cooperation clauses. It will furthermore provide a more transparent level playing field for manufacturers and simplify procedures through introduction of harmonised compliance checking. Most of these measures will also enhance the internal market effect of the Directive and reduce	

	<b>Title of action</b>	<b>Type of simplification action</b>	<b>Description of scope and objectives</b>	<b>Additional initiatives to COM (2005) 535 and COM(2006) 690</b>
			administrative costs for administrations and manufacturers.	
25.	Ozone layer: revision of Regulation (EC) No 2037/2000 on substances that deplete the ozone layer	Recast	As the production and consumption of the substances covered have been reduced or phased out, many provisions of the Regulation, after seven years in force, need to be repealed or updated. Other provisions may benefit from simplification such as clarification of definitions and procedures and interaction with other pieces of legislation. This will reduce the cases of ambiguous interpretation and the risk of infringements and consequent administrative burdens. In particular, most of the administrative cost reduction will result from ending exemption provisions on some uses of ozone depleting substances. The beneficiaries will be the Member States and the Commission. Overall, the cost savings from ending the exemptions is expected to exceed any additional cost associated with new control measures to combat illegal trade of ozone depleting substances.	
26.	SEIS: legislative proposal to follow up the Communication on a Shared Environmental Information System (SEIS)	Revision	Following the 2007 Communication the Commission will adopt legislative proposals underpinning the development of SEIS that could address reporting streamlining and/or coherence of approaches to monitoring and information. This initiative aims to improve the availability, quality and comparability of data, avoid redundancies in reporting requirements to Member States and therefore, the administrative burden, remove obstacles related to information accessibility and enhance the coherence of monitoring systems and	X

	<b>Title of action</b>	<b>Type of simplification action</b>	<b>Description of scope and objectives</b>	<b>Additional initiatives to COM (2005) 535 and COM(2006) 690</b>
			indicators.	
27.	Revision of Regulation (EC) No 638/2004 of the EP and of the Council on Community statistics relating to the trading of goods between Member States	Revision	Simplification of Intrastat with a view to alleviate the statistical reporting of economic operators, in particular SMEs, taking into account the outcome of the ongoing pilot project of administrative costs and a future feasibility study to analyse workability of a collection system limited to one flow.	
28.	Modernisation and recast of the CFP control system under Regulation (EC) No 2847/93	Recast	The main objectives are the review, harmonisation and simplification of existing rules - Regulation (EC) No 2847/93 - in the fisheries control area. The modernisation of the procedures will facilitate a better enforcement by alleviating the burden and constraints for the sector and public administrations and increasing the use of IT tools to reduce reporting obligations (e.g. reducing administrative burdens). It would be also of interest for NGOs which campaign for stringent and effective rules.	

	<b>Title of action</b>	<b>Type of simplification action</b>	<b>Description of scope and objectives</b>	<b>Additional initiatives to COM (2005) 535 and COM(2006) 690</b>
29.	Proposal for a Commission Regulation laying down implementing rules for the collection and management of data needed to conduct the CFP	Revision	The proposal is intended to establish implementing rules according to the new framework Council Regulation on data collection, currently under discussion at the Council. The main innovations will include the support for new approaches such as fleet and area based management and the move towards the ecosystem approach as well as the promotion of a more regional approach to data collection. Moreover, new provisions for the access to data are to be included.	X
30.	Revision of the company law, accounting and auditing acquis	Revision	Measures to simplify the company law environment for companies in the context of the "Better Regulation" framework.	
31.	Consolidation of accounting standards and interpretations endorsed for use in the EU	Recast	Commission will prepare a consolidated version of all International Financial Reporting Standards (IFRS) in force as per 31.12.2007. It will enable constituents to refer to only one Regulation as it will contain all endorsed IFRS. In this context any translation errors contained in the current Regulations will be corrected.	
32.	Recasting - Codification Motor insurance Directive	Codification	Codification of the current 6 Directives into one single Motor Insurance Directive in order to have a motor insurance acquis more comprehensible, easier to apply and more effective in achieving its goals.	



	<b>Title of action</b>	<b>Type of simplification action</b>	<b>Description of scope and objectives</b>	<b>Additional initiatives to COM (2005) 535 and COM(2006) 690</b>
33.	Proposal for a Framework Directive on Consumer Contractual Rights	Revision	The overall aim of the revision of the acquis, is to simplify and improve the coherence of the consumer regulatory framework and thus enhance legal certainty both for consumers and business. The legal instrument will be a combination of codification and repeal of parts of existing directives and enactment of new rules. The revision will be based on a mixed approach consisting of the adoption of a horizontal instrument, underpinned whenever required by vertical revisions of existing directives. This framework instrument would systematise and regulate in a uniform fashion common features of the consumer acquis. The instrument would provide common definitions and regulate the main consumer contractual rights and remedies. It would also regulate consistently the contractual aspects of sales which are currently scattered across several Directives.	
34.	Simplify procedures of listing and publishing information in the veterinary and zootechnical fields	Revision	The general objective is to harmonise and simplify, essentially by means of electronic tools, the current procedures for listing, updating and publishing information in the veterinary and zootechnical fields such as lists of approved animal health establishments and breeding organisations in Member States and Third Countries and lists of certain national reference laboratories. 22 Council acts are concerned.	X
35.	Harmonisation of Maximum Residues Levels (MRL) for pesticides	Revision	The main objective of this proposal will concern the transfer and update by comitology of the list of MRLs (Annex II) and temporary MRLs (Annex III) based on European Food Safety Agency (EFSA) assessment and mathematical models/expert calculations. The proposal will be a final step towards harmonisation of divergent national MRLs.	X

	<b>Title of action</b>	<b>Type of simplification action</b>	<b>Description of scope and objectives</b>	<b>Additional initiatives to COM (2005) 535 and COM(2006) 690</b>
			Completion of the replacement of 4 Directives by one Regulation.	
36.	Review of the provisions related to the total feed ban	Revision	<p>A ban on the feeding of mammalian meat and bone meal (MBM) to cattle, sheep and goats was introduced as of July 1994. This partial ban was extended to a total EU wide suspension on the use of processed animal protein in feed for any animals farmed for the production of food on 1 January 2001 with some exceptions like the use of fish meal for non-ruminants. Any presence of prohibited constituents of animal origin in feed is considered as a breach of the feed ban i.e. the zero-tolerance.</p> <p>Following the adoption of the TSE Road map the Commission issued a Commission staff working paper i.e. Work Programme on TSE [SEC(2006) 1527] on future legislative actions in the field of transmissible spongiform encephalopathy. One of the topics concerns a revision of the feed ban provisions. The starting point when revising the current feed ban provisions should be risk-based but at the same time taking into account the control tools in place to evaluate and ensure the proper implementation of this feed ban.</p>	X

	<b>Title of action</b>	<b>Type of simplification action</b>	<b>Description of scope and objectives</b>	<b>Additional initiatives to COM (2005) 535 and COM(2006) 690</b>
37.	<p>Revision of food safety in EU Switzerland trade in agricultural products</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Decision n° 1/2008 of the Joint Veterinary Committee set up by the Agreement between the European Community and the Swiss Confederation on trade in agricultural products amending appendix to Annex 11 to the Agreement</li> <li>- Decision to amend Commission Decision 2001/881/EC on import controls to abolish border inspections posts between EC and Switzerland</li> </ul>	Revision	<p>The revision of the safety provisions will consist of:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Completion of the equivalence determination between the Swiss legislation related to food safety and veterinary policies including border veterinary controls and import conditions, updating of the content of the Agreement with regard to legislations adopted since the last Agreement modification.</li> <li>- As Switzerland has accepted to apply the EC acquis in relation to animal health, food safety and hygiene controls, a uniform high level of protection will therefore exist in the EC and Switzerland. This permits the abolition of border controls on trade in animals and animal products between the two.</li> </ul>	X
38.	Recast of basic safety standards legislation for the protection against the dangers arising from exposure to ionising radiation	Recast	Recast into a single Council Directive of relevant Euratom acts on radiation protection including a substantial revision of the Basic Safety Standards (BSS) directive. The objective is to bring the BSS directive in line with the forthcoming recommendations of the International Commission on Radiological protection (ICRP), when available. At the same time the legislation in the field of radiation protection has to be simplified.	
39.	Legislative proposal revising Council Directive 2006/67/EC with the aim of strengthening the European emergency oil stocks system	Revision	The current system of emergency oil stocks shows limitations and shortcomings on several accounts. The provisions of the existing legislation will be revised in order to create a system for coping with oil supply disruptions. The new proposal will replace existing Directives and contribute to simplification of EU legislation.	

	Title of action	Type of simplification action	Description of scope and objectives	Additional initiatives to COM (2005) 535 and COM(2006) 690
40.	Recasting of Directive 2002/91/EC of 16 December 2002 on the Energy Performance of Buildings	Recast or Revision	The Energy Performance of Buildings Directive makes certificates for the energy performance of buildings mandatory when buildings are constructed, sold or rented out and requires minimum energy performance requirements for new buildings and existing building which undergo major renovation. Furthermore, the Directive requires regular inspections of boilers and air-conditioning systems in order to guarantee their energy efficient operation. An amended Directive could enlarge the scope to more buildings, strengthen and specify some of these requirements and add, for instance, financing aspects. The changes under consideration aim at overcoming multiple barriers that hinder the utilization of the vast potential for energy demand reductions in the buildings sector. The recasting of the Directive is part of package on the Strategic Energy Review and included in the Energy Efficiency Action Plan. The amendments will cover some articles of the Directive and add new ones. The "simplification" will consist of using the "recasting" technique to facilitate reading and comprehension for the implementing authorities and for the many stakeholders affected.	X
41.	Recast of Council Directive 92/75/EEC of 22 September 1992 on the indication by labelling and standard product information of the consumption of energy and other resources by household appliances	Recast	Amend the existing framework Directive to enlarge its scope (beyond domestic appliances) and update for modern communication tools (e.g. internet) to enhance public/consumer awareness on efficient products. The simplification will be obtained by using the recasting technique for consolidating the original Directive with its amendment in one single document.	

	Title of action	Type of simplification action	Description of scope and objectives	Additional initiatives to COM (2005) 535 and COM(2006) 690
42.	Proposal to recast the legislation concerning the "first railway package" following the report in 2006 of its implementation, in particular for the requirements concerning the relations between infrastructure managers and railway undertakings	Recast	The first and successive railway packages are legal instruments to achieve the Community's objective to create a European Railway Area through market opening, as well as technical and regulatory market integration. As rail markets transform, an ongoing review of the suitability of the EU legal framework appears appropriate with possible simplification and streamlining. The Commission intends to present a communication accompanied by a proposal for modification/recast of the existing acts, especially Directives 91/440/EEC and 2001/14/EC. The political goal is to enhance the competitiveness of rail transport in Europe and to hence contribute to achieving the objectives of the Lisbon strategy. The recast aims at a simplification of the text of the three Directives of the 1st railway package by merging them into one legal act, a 'railway access code'. By eliminating existing cross-references between the Directives the reading and implementation will be come easier for the implementing authorities and the many stakeholders affected.	
43.	Revision of the Council Directive 94/56/EC establishing the fundamental principles governing the investigation of civil aviation accidents and incidents and of Directive 2003/42/EC on occurrence reporting in civil aviation	Revision or Recast	The older directive needs to be modernised following the establishment of EASA and following the advice of the Group of Experts established by EC Decision 2003/425/EC. In addition the newer directive needs to be built on to create a minimum set of centralised functions, including a database to allow appropriate entities to carry out trend analysis or other studies, and keep track of safety recommendations, while providing information to the general public. Both directives will be replaced by a single piece of legislation. The objective of the simplification is to take advantage of the necessary revision of the Directive 94/56 to adapt it to recent developments by merging it with Directive 2003/42/EC to create a single legislative act as both	

	<b>Title of action</b>	<b>Type of simplification action</b>	<b>Description of scope and objectives</b>	<b>Additional initiatives to COM (2005) 535 and COM(2006) 690</b>
			directives deal with the use of feedback information to improve accident prevention.	
44.	Modernise the Marine Equipment Directive 96/98/EC	Recast or Revision	The objective is to modernise and reform the existing system established by Council Directive 96/98/EC on marine equipment. Its main objectives are: 1) to produce a consolidated version of the text following the successive amendments of the Directive 2) to improve the functioning of the Directive's system by addressing the existing shortcomings ; 3) to adapt it to the reform of the New Approach. It is intended to abrogate the existing Directive and replace it with an entirely new one, while recourse to recast is not excluded. At present, the Directive needs periodic amendments in order to keep pace with the safety requirements and technical standards produced by the International Maritime Organisation as well as the international and European standardisation bodies. This produces an inevitable mismatch between the European and international regulatory frameworks, sometimes spanning several years, whose correction will greatly facilitate the work of the sectors concerned and thus favour the competitiveness of the European marine equipment industry. Furthermore, the adaptation of the directive to the new regulatory framework for the free movement of goods (revision of the new	

	<b>Title of action</b>	<b>Type of simplification action</b>	<b>Description of scope and objectives</b>	<b>Additional initiatives to COM (2005) 535 and COM(2006) 690</b>
			approach) is expected to improve the readability of this instrument and reduce the administrative burden on the industry. Timing of adoption is conditional on significant progress being achieved by December 2007 in the legislative process as regards the revision of the New Approach.	
45.	Transport of radioactive material	Recast	The objective is to update and simplify the Community regulatory framework for transporting radioactive material There are currently more than 20 Directives, Regulations and Recommendations governing the transport of radioactive material within the EU. Harmonisation will lead to simplification of rules and procedures.	

	Title of action	Type of simplification action	Description of scope and objectives	Additional initiatives to COM (2005) 535 and COM(2006) 690
<b>2009</b>				
46.	Amendment to Annex IV to Regulation (EC) No 2003/2003 on fertilizers	Revision	It is intended to amend Annex IV of Regulation (EC) No 2003/2003 in order to ensure that CEN Standards can be considered as official methods of analysis to be used as reference for official controls. Their updated version delivered by CEN will no longer be included in the legal act but will exist in the form of separate standards to which the Community law will refer – the detailed description of test methods currently contained in the Annex will be deleted.	
47.	Repeal of 24 Directives on agricultural and forestry tractors	Repeal	The proposal will simplify EC legislation on agricultural and forestry tractors by replacing existing legislation (including the present Framework Directive and the separate Directives) by one main Regulation. It will introduce improved requirements for tractor brakes as well.	



	<b>Title of action</b>	<b>Type of simplification action</b>	<b>Description of scope and objectives</b>	<b>Additional initiatives to COM (2005) 535 and COM(2006) 690</b>
48.	Simplification of Directives concerning medical devices, active implantable medical devices, blood and plasma	Recast	The objective is to simplify and strengthen the rules in order to ensure a high level of health protection while at the same time ensuring a smooth functioning of the internal market.	
49.	Repeal of 14 Directives on two and three wheelers	Repeal	The proposal will simplify EC legislation on 2 and 3-wheel motor vehicles by replacing existing legislation (including the present Framework Directive and the separate Directives) by one main Regulation.. It will introduce a) modern emissions legislation b) ABS and c) Automatic emergency braking for 2 and 3-wheelers.	X
50.	Mutual acceptance of personnel licences and harmonisation of technical requirements in civil aviation	Repeal	Repeal of Council Directive 91/670 on mutual acceptance of personnel licences for the exercise of functions in civil aviation and Council Regulation 3922/91 on the harmonisation of technical requirements and administrative procedures in the field of civil aviation.	

	Title of action	Type of simplification action	Description of scope and objectives	Additional initiatives to COM (2005) 535 and COM(2006) 690
51.	Recast of Regulation (EC) No 3821/85 on recording equipment in road transport	Recast	<p>Enhancing road safety, fair competition and adequate working conditions for professional drivers. More specifically:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- improve the capacity of the system to resist to attempts to tamper with or alter the data on driving time and speed.</li> <li>- reduce administrative costs for undertakings which use the tachograph on their fleets and for control officers carrying out checks. The Regulation were amended 11 times and have to be simplified.</li> </ul>	
52.	Proposal for a Council Directive amending Directive 77/388/EEC as regards the VAT treatment of public authorities and the exemptions for certain activities in the public interest	Review	<p>The proposal aims at ensuring a more <u>harmonised</u> and <u>neutral</u> VAT system.</p> <p>Harmonisation: due to certain options and vague definitions, the practical application of the provisions related to public authorities varies widely among Member States creating differences in the VAT treatment of public authorities between Member States.</p> <p>Neutrality: distortions of competition between the public and the private sector and several economic inefficiencies as well as tax avoidance schemes are the main disadvantages of the current rules.</p>	

	<b>Title of action</b>	<b>Type of simplification action</b>	<b>Description of scope and objectives</b>	<b>Additional initiatives to COM (2005) 535 and COM(2006) 690</b>
53.	Proposal for a Council Directive replacing Directive 92/12/EEC on the general arrangements for products subject to excise duty and on the holding, movement and monitoring of such products.	Review	The proposal will modernise and simplify the provisions of the Directive, integrate judgements of the ECJ, as well as guidelines of the excise committee and adapt the Directive to support the computerisation of the procedures for the movement of excise products under suspension of excise duty.	
54.	Recast of Council Directive 2003/49/EC on a common system of taxation applicable to interest and royalty payments made between associated companies of different Member States as amended.	Recast	Consolidation of the legal text and adoption of simplified procedures relating to exemption from withholding tax.	

## ANNEX 2

### Indicative list of planned codification for 2008

	Policy area	Short title	Full title
<b>Commission Autonomous Act</b>			
1	Agriculture and Rural Development	Recast 1988D0566 (by DG) - décision Commission	Proposal for a COMMISSION DECISION listing the products referred to in the second subparagraph of Article 3 (1) of Council Regulation (EC) No 1898/87 (recast version) (1988d0566)
2	Agriculture and Rural Development	Recast 1997R0936 (by DG) - Commission Regulation opening and providing for the administration of tariff quotas	Proposal for a COMMISSION REGULATION opening and providing for the administration of tariff quotas for high-quality fresh, chilled and frozen beef and for frozen buffalo meat (1997R0936)
3	Agriculture and Rural Development	Recast 1992R0094 (by DG) - règlement Commission	Proposal for a COMMISSION REGULATION laying down detailed rules for implementing the arrangements for imports from third countries provided for in Regulation (EEC) No 2092/91 on organic products of agricultural products and indications referring thereto on agricultural products and foodstuffs (recast version) (1992R0094)
4	Agriculture and Rural Development	Codification 2001R1799 - Commission Regulation laying down the marketing standard for citrus fruit	Proposal of a Commission Regulation (EC) No 1799/2001 of 12 September 2001 laying down the marketing standard for citrus fruit
5	Agriculture and Rural Development	Codification 1996R2449 - règlement Commission	Proposal for a Commission Regulation opening and providing for the administration of certain annual tariff quotas for products covered by CN codes 0714 10 91, 0714 10 99, 0714 90 11 and 0714 90 19 originating in certain third countries other than Thailand (codified version)
6	Agriculture and Rural Development	Codification 1993R2131 - règlement Commission	Proposal for a Commission Regulation laying down the procedural conditions for the sale of cereals held by intervention agencies (codified version)
7	Agriculture and Rural Development	Codification 1982R1859 - Regulation Commission - Selection of holdings for determining income	Proposal for a Commission Regulation (EEC) No 1859/82 of 12 October 1982 concerning the selection of returning holdings for the purpose of determining incomes of agricultural holdings
8	Agriculture and Rural Development	Codification 1990R3444 - Commission Regulation (laying down detailed rules for granting private storage aid	Proposal for a Commission Regulation (EEC) No 3444/90 of 27 November 1990 laying down detailed rules for granting private storage aid for pigmeat
9	Agriculture and Rural Development	Codification 1989R0120 - Commission Regulation (EEC) laying down common detailed rules for the application of export	Proposal for a Commission Regulation (EEC) No 120/89 of 19 January 1989 laying down common detailed rules for the application of export levies and charges on agricultural products
10	Agriculture and Rural Development	Codification 1985R2220 Commission Regulation (EEC) laying down common detailed rules for the application of the syst	Proposal for a Commission Regulation (EEC) No 2220/85 of 22 October 1985 laying down common detailed rules for the application of the system of securities for agricultural products
11	Agriculture and Rural Development	Codification 2001R0214 - Commission Regulation laying down detailed rules for the application of Council Regu	Proposal of a Commission Regulation (EC) No 214/2001 of 12 January 2001 laying down detailed rules for the application of Council Regulation (EC) No 1255/1999 as regards intervention on the market for skimmed-milk powder
12	Agriculture and Rural Development	Codification 1992R2342 - règlement Commission	Proposal for a Commission Regulation on imports of pure-bred breeding animals of the bovine species from the third countries and on granting of export refunds thereon and repealing Regulation (EEC) No 1544/79 (codified version)
13	Agriculture and Rural Development	Codification 1982R1964 - règlement Commission	Proposal for a Commission Regulation laying down the conditions for granting special export refunds on certain cuts of boned meat of bovine animals (codified version)
14	Agriculture and Rural Development	Codification 2002R2377 - Regulation Commission - Administration of Community tariff quotas for malting barley	Proposal for a Commission Regulation (EC) No 2377/2002 of 27 December 2002 opening and providing for the administration of a Community tariff quota for malting barley from third countries and derogating from Council Regulation (EC) No 1766/92
15	Agriculture and Rural Development	Codification 2002R2375 - Regulation Commission - Administration of Community tariff quotas for wheat	Proposal for a Commission Regulation (EC) No 2375/2002 of 27 December 2002 opening and providing for the administration of a Community tariff quotas for common wheat of a quality other than that of quality from third countries and derogating from Council Regulation (EEC) No 1766/92

16	Agriculture and Rural Development	Codification 1993R2273 - Commission Regulation determining the intervention centres for cereals	Proposal for a Commission Regulation (EEC) No 2273/93 of 28 October 1993 determining the intervention centres for cereals
17	Agriculture and Rural Development	Codification 1997R2331 - Regulation Commission - Special conditions for granting export refunds	Proposal for a Commission Regulation (EC) No 2331/97 of 25 November 1997 on special conditions for granting export refunds on certain pigmeat products
18	Agriculture and Rural Development	Codification 2001R1543 Commission Regulation laying down the marketing standard for lettuces and curled-leave	Proposal for a Commission Regulation (EC) No 1543/2001 of 27 June 2001 laying down the marketing standard for lettuces and curled and broad-leaved (Batavian) endives
19	Agriculture and Rural Development	codification 2001R0912 Commission Regulation laying down the marketing standard for beans	Proposal for a Commission Regulation (EC) No 912/2001 of 10 May 2001 laying down the marketing standard for beans
20	Agriculture and Rural Development	Codification 1999R0730 - Commission Regulation laying down the marketing standard for carrots	Proposal for a Commission Regulation (EC) No 730/1999 of 7 April 1999 laying down the marketing standard for carrots
21	Agriculture and Rural Development	Codification 1997R2288 - Commission Regulation laying down marketing standards for garlic	Prôposal for a Commission Regulation (EC) No 2288/97 of 18 November 1997 laying down marketing standards for garlic
22	Agriculture and Rural Development	Codification 1988R1677 - Commission Regulation laying down quality standards for cucumbers	Proposal for a Commission Regulation (EEC) No 1677/88 of 15 June 1988 laying down quality standards for cucumbers
23	Agriculture and Rural Development	Codification 1987R1591 - Commission Regulation laying down quality standards for cabbages	Proposal for a Commission Regulation (EEC) No 1591/87 of 5 June 1987 laying down quality standards for cabbages, Brussels sprouts, ribbed celery and spinach
24	Agriculture and Rural Development	Codification 1978R3077 -Regulation Com-Equivalence of Community certificates and attestations accompanying imported hops	Proposal for a Commission Regulation (EEC) No 3077/78 of 21 December 1978 on the equivalence with Community certificates and attestations accompanying hops imported from non-member countries
25	Agriculture and Rural Development	Codification 1978R3076 - Regulation Commission - Importation of hops from non-member countries	Proposal for a Commission Regulation (EEC) No 3076/78 of 21 December 1978 on the importation of hops from non-member countries
26	Agriculture and Rural Development	Codification 1999R0800 - Regulation Commission - Detailed rules on the system of export refunds	Proposal for a Commission Regulation (EC) No 800/1999 of 15 April 1999 laying down common detailed rules for the application of the system of export refunds on agricultural products
27	Agriculture and Rural Development	Recast 2000R2707 (by DG) - Commission Regulation laying down rules for applying Council Regulation (EC) No 12	Proposal for a COMMISSION REGULATION laying down rules for applying Council Regulation (EC) No 1255/1999 as regards Community aid for supplying milk and certain milk products to pupils in educational establishments (2000R2707)
28	Agriculture and Rural Development	Codification 1994R2659 - règlement Commission	Proposal for a Commission Regulation on detailed rules for the granting of private storage aid for Grana padano, Parmigiano-Reggiano and Provolone cheeses (codified version)
29	Agriculture and Rural Development	Codification 2001R1788 - règlement Commission	Proposal for a Commission Regulation laying down detailed rules for implementing the provisions concerning the certificate of inspection for imports from third countries under Article 11 of Council Regulation (EEC) No 2092/91 on organic production of agricultural products and indications referring thereto on agricultural products and foodstuffs (codified version)
30	Agriculture and Rural Development	Codification 1968R0821 - règlement Commission	Proposal for a Regulation of the Commission on the definition, applicable to the granting of export refunds, of hulled grains and pearled grains of cereals (codified version)
31	Agriculture and Rural Development	Codification 2001R0245 - Commission Regulation on the common organisation of the markets in flax and hemp grown for fibre	Commission Regulation (EC) No 245/2001 of 5 February 2001 laying down detailed rules for the application of Council Regulation (EC) No 1673/2000 on the common organisation of the markets in flax and hemp grown for fibre
32	Agriculture and Rural Development	Codification 2000R2584 - Commission Regulation establishing a system for the communication of information	Proposal of a Commission Regulation (EC) No 2584/2000 of 24 November 2000 establishing a system for the communication of information on certain supplies of beef, veal and pigmeat by road from the territory of the Russian Federation
33	Agriculture and Rural Development	Codification 2000R1291 Commission Regulation (EC) laying down common detailed rules for the application of the syst	Proposal of a Commission Regulation (EC) No 1291/2000 of 9 June 2000 laying down common detailed rules for the application of the system of import and export licences and advance fixing certificates for agricultural products

34	Agriculture and Rural Development	Codification 2000R0824 Commission Regulation establishing procedures for the taking-over of cereals	Proposal of a Commission Regulation (EC) No 824/2000 of 19 April 2000 establishing procedures for the taking-over of cereals by intervention agencies and laying down methods of analysis for determining the quality of cereals
35	Agriculture and Rural Development	Codification 2000R1622 - Commission Regulation laying down certain detailed rules for implementing Regulation 1493/1999	Proposal of a Commission Regulation (EC) No 1622/2000 of 24 July 2000 laying down certain detailed rules for implementing Regulation (EC) No 1493/1999 on the common organisation of the market in wine and establishing a Community code of oenological practices and processes
36	Agriculture and Rural Development	Recast 1992R3002 (by DG) - Commission Regulation rules for verifying the use and destination of products from intervention	Proposal for a COMMISSION REGULATION laying down certain detailed rules for verifying the use and/or destination of products from intervention (1992R3002)
37	Agriculture and Rural Development	Recast 1985R2248 (by DG) - Regulation Commission - Administrative assistance for cheeses exported to the USA	Proposal for a COMMISSION REGULATION on detailed rules for administrative assistance with the exportation of Emmentaler cheese subject to quota restrictions that qualifies for special treatment on importation into the United States of America (1985R2248)
38	Agriculture and Rural Development	Codification 1977R2237 - Regulation Commission - Form of farm return for agricultural income	Proposal for a Commission Regulation (EEC) No 2237/77 of 23 September 1977 amending Regulation No 118/66/EEC on the form of farm return to be used for the purpose of determining incomes of agricultural holdings
39	Agriculture and Rural Development	Codification 1994R1431 - règlement Commission	Proposal for a Commission Regulation laying down detailed rules for the application in the poultrymeat sector of the import arrangements provided for in Council Regulation (EC) No 774/94 opening and providing for the administration of certain Community tariff quotas for poultrymeat and certain other agricultural products (codified version)
40	Agriculture and Rural Development	Codification 1996R1249 - règlement Commission	Proposal for a Commission Regulation on rules of application (ce sector import duties) for Council Regulation (EEC) No 1766/92 (codified version)
41	Agriculture and Rural Development	Codification 1990R1014 - règlement Commission	Proposal for a Commission Regulation laying down detailed implementing rules on the definition, description and presentation of spirit drinks (codified version)
42	Agriculture and Rural Development	Codification 1993R0461 - règlement Commission	Proposal for a Commission Regulation laying down detailed rules for the Community scale for the classification of carcasses of ovine animals (codified version)
43	Agriculture and Rural Development	Codification 2001R0883 - règlement Commission	Proposal for a Commission Regulation laying down detailed rules for implementing Council Regulation (EC) No 1493/1999 as regards trade with third countries in products in the wine sector (codified version)
44	Agriculture and Rural Development	Codification 1994R1267 - règlement Commission	Proposal for a Commission Regulation applying the agreements between the European Union and third countries on the mutual recognition of certain spirit drinks (codified version)
45	Agriculture and Rural Development	Codification 1993R0207 - règlement Commission	Proposal for a Commission Regulation defining the content of Article 1 to Regulation (EEC) No 2092/91 on organic production of agricultural products and indications referring thereto on agricultural products, foodstuffs and laying down detailed rules for implementing the provisions of Article 5 (4) thereto (codified version)
46	Agriculture and Rural Development	Codification 1995R1591 Commission Regulation laying down detailed rules for the application of export refunds	Proposal for a Commission Regulation (EC) No 1591/95 of 30 July 1995 laying down detailed rules for the application of export refunds on glucose and glucose syrup used in certain products processed from fruit and vegetables
47	Agriculture and Rural Development	Codification 2002R1284 - Commission Regulation laying down the marketing standard for hazelnuts in shell	Proposal for a Commission Regulation (EC) No 1284/2002 of 15 July 2002 laying down the marketing standard for hazelnuts in shell
48	Agriculture and Rural Development	Codification 2002R0843 - Commission Regulation laying down the marketing standard for strawberries	Proposal for a Commission Regulation (EC) No 843/2002 of 21 May 2002 laying down the marketing standard for strawberries and amending Regulation (EEC) No 899/87
49	Agriculture and Rural Development	Codification 2001R2396 Commission Regulation laying down the marketing standard applicable to leeks	Proposal for a Commission Regulation (EC) No 2396/2001 of 7 December 2001 laying down the marketing standard applicable to leeks

50	Agriculture and Rural Development	Codification 2001R1615 - Commission Regulation laying down the marketing standard for melons and amending Regu	Proposal for a Commission Regulation (EC) No 1615/2001 of 7 August 2001 laying down the marketing standard for melons and amending Regulation (EC) No 1093/97
51	Agriculture and Rural Development	Codification 2000R0790 - Regulation Commission - Marketing standards for tomatoes	Proposal for a Commission Regulation (EC) No 790/2000 of 14 July 2000 laying down the marketing standard for tomatoes
52	Agriculture and Rural Development	Codification 2000R0851 Commission Regulation down the marketing standard for apricots	Proposal for a Commission Regulation (EC) No 851/2000 of 27 July 2000 laying down the marketing standard for apricots
53	Agriculture and Rural Development	Codification 1997R0831 - Regulation Commission - Marketing standards for avocados	Proposal for a Commission Regulation (EC) No 831/97 of 7 May 1997 laying down marketing standards applicable to avocados
54	Agriculture and Rural Development	Codification 1999R2377 - Commission Regulation laying down the marketing standard	Proposal for a Commission Regulation (EC) No 2377/1999 of 9 November 1999 laying down the marketing standard for asparagus
55	Agriculture and Rural Development	Recast 1999R1081 (by DG) - Commission Regulation opening and providing for the administration of tariff quotas for	Proposal for a COMMISSION REGULATION opening and providing for the administration of tariff quotas for imports of bulls, cows and heifers other than for slaughter of certain Alpine and mountain breeds, repealing Regulation (EC) No 1012/98 and amending Regulation (EC) No 1143/98 (1999R1081)
56	Agriculture and Rural Development	Recast 1997R0996 (by DG) - Commission Regulation on the opening and administration of an import tariff quota for froz	Proposal for a COMMISSION REGULATION on the opening and administration of an import tariff quota for frozen thin skirt of bovine animals falling within CN code 0206 29 91 (1997R0996)
57	Agriculture and Rural Development	Codification 1996R2497 - règlement Commission	Proposal for a Commission Regulation laying down procedures for applying in the poultrymeat sector the arrangements provided for in the Association Agreement and the Interim Agreement between the European Community and the State of Israel (codified version)
58	Agriculture and Rural Development	Codification 1991R1538 règlement Commission	Proposal for 1991R1538 a Commission Regulation introducing detailed rules for implementing Regulation (EEC) No 1906/90 on certain marketing standards for poultry (codified version)
59	Agriculture and Rural Development	Codification 2001R1508 - Commission Regulation laying down the marketing standard for onions and amending Regul	Proposal of a Commission Regulation (EC) No 1508/2001 of 24 July 2001 laying down the marketing standard for onions and amending Regulation (EEC) No 2213/83
60	Agriculture and Rural Development	Codification 1990R2921 - règlement Commission	Proposal for a Commission Regulation on aid for the production of casein and caseinates from skimmed milk (codified version)
61	Agriculture and Rural Development	Codification 1980R1552 - règlement Commission	Proposal for a Commission Regulation laying down detailed rules for the provision of administrative assistance in connection with the import of certain cheeses eligible for special treatment on import into Austria (codified version)
62	Agriculture and Rural Development	Codification 1998R1396 - règlement Commission	Proposal for a Commission Regulation laying down procedures for applying in the poultrymeat sector Council Regulation (EC) No 724/95 on the import into the Community of agricultural products originating in Turkey, repealing Regulation (EEC) No 4115/86 and amending Regulation (EC) No 3010/95 (codified version)
63	Agriculture and Rural Development	Codification 1999R2799 - Commission Regulation rules for applying Regulation (EC) No 1255/1999	Proposal for a Commission Regulation (EC) No 2799/1999 of 17 December 1999 laying down detailed rules for applying Regulation (EC) No 1255/1999 as regards the grant of aid for skimmed milk and skimmed-milk powder intended for animal feed and the sale of skimmed-milk powder
64	Agriculture and Rural Development	Recast 1999R2771 (by DG) - Commission Regulation laying down detailed rules for the application of Council Re	Proposal for a COMMISSION REGULATION laying down detailed rules for the application of Council Regulation (EC) No 1255/1999 as regards intervention on the market in butter and cream (1999R2771)
65	Agriculture and Rural Development	Codification 1992R3515 - Commission Regulation - storage and movement of products	Commission Regulation (EEC) No 3515/92 of 4 December 1992 laying down common detailed rules for the application of Council Regulation (EEC) No 1055/77 on the bought in by an intervention agency
66	Agriculture and Rural Development	Codification 1990R3447 - Commission Regulation (EEC) on special conditions for the granting of private storage aid	Proposal of a Commission Regulation (EEC) No 3447/90 of 28 November 1990 on special conditions for the granting of private storage aid for sheepmeat and goatmeat
67	Agriculture and Rural Development	Codification 1985D0377 Commission Decision establishing a Community typology for agricultural holdings	Proposal of 1985D0377 a Commission Decision of 7 June 1985 establishing a Community typology for agricultural holdings

68	Agriculture and Rural Development	Codification 1999R2789 - Commission Regulation laying down the marketing standard for table grapes	Proposal of a Commission Regulation (EC) No 2789/1999 of 22 December 1999 laying down the marketing standard for table grapes
69	Agriculture and Rural Development	Codification 1999R2561 - Commission Regulation (laying down the marketing standard	Proposal for a Commission Regulation (EC) No 2561/1999 of 3 December 1999 laying down the marketing standard for peas
70	Agriculture and Rural Development	Codification 1999R1455 - Commission Regulation laying down the marketing standard for sweet peppers	Proposal of a Commission Regulation (EC) No 1455/1999 of 1 June 1999 laying down the marketing standard for sweet peppers
71	Agriculture and Rural Development	Codification 1967R0467 - Regulation Commission - Conversion rates for stages of rice processing	Proposal for a Regulation No 467/67/EEC of the Commission of August 1967 fixing the conversion rates, the processing costs and the value of the by-products for the various stages of rice processing
72	Agriculture and Rural Development	Codification 1971R2622 - règlement Commission	Proposal for a Commission Regulation on procedures for the importation of rye from Turkey (codified version)
73	Agriculture and Rural Development	Codification 1996R2051 - règlement Commission	Proposal for a Commission Regulation laying down certain detailed rules for granting of assistance for the export of beef and veal which may benefit from a special import treatment in Canada and America (Regulation (EC) No 1445/95 (codified version)
74	Agriculture and Rural Development	Recast 1995R1445 (by DG) - Regulation Commission - Rules of application for import and export licences	Proposal for a COMMISSION REGULATION on rules of application for import and export licences in the beef and veal sector and repealing Regulation (1995R1445)
75	Agriculture and Rural Development	Recast 1998R0327 (by DG) - Regulation Commission - Tariff quotas for rice imports	Proposal for a COMMISSION REGULATION opening and providing for the administration of certain tariff quotas for imports of rice and broken rice (1998R0327)
76	Competition	Codification 1988L0301 - Directive Commission - Competition in the markets in telecommunications terminal equipment	Proposal for a Commission Directive 88/301/EEC of 16 May 1988 concerning competition in the markets in telecommunications terminal equipment
77	Employment, Social Affairs and Equal Opportunities	Codification 1982D0043 - Commission Decision relating to the setting up of an Advisory Committee on Equal Opportunities	Proposal of a Commission Decision of 9 December 1981 : 82/43/EEC:relating to the setting up of an Advisory Committee on Equal Opportunities for Women and Men
78	Enterprise and Industry	Codification 1987R4154 Commission Regulation laying down the methods of analysis	Proposal of a Commission Regulation (EEC) No 4154/87 of 22 December 1987 laying down the methods of analysis and other technical provisions necessary for the implementation of Regulation (EEC) No 3033/80 laying down the trade arrangements applicable to certain goods resulting from the processing of agricultural products
79	Enterprise and Industry	Codification 1987R4056 - Commission Regulation laying down the methods of analysis	Proposal for a Commission Regulation (EEC) No 4056/87 of 22 December 1987 laying down the methods of analysis and other technical provisions necessary for the implementation of Regulation (EEC) No 3035/80 laying down general rules for granting export refunds on certain agricultural products exported in the form of goods not covered by Annex II to the Treaty, and the criteria for fixing the amount of such refunds
80	Statistics	Codification 1998R2700 - Commission Regulation concerning the definitions of characteristics for structural business statistics	Proposal of a Commission Regulation (EC) No 2700/98 of 17 December 1998 concerning the definitions of characteristics for structural business statistics (Text with EEA relevance)
81	Statistics	Codification 1998D0385 - Commission Decision on rules for implementing Council Directive 95/64/EC on statistical return	Proposal of a Commission Decision of 13 May 1998 : 98/385/EC on rules for implementing Council Directive 95/64/EC on statistical return in respect of carriage of goods and passengers by sea (notified under document number C(1998) 1275) (Text with EEA relevance)
82	Statistics	Codification 1998R2701 - Commission Regulation concerning the series of data to be produced for structural business statistics	Proposal of a Commission Regulation (EC) No 2701/98 of 17 December 1998 concerning the series of data to be produced for structural business statistics (Text with EEA relevance)
83	Fisheries and Maritime Affairs	Codification 2001R0080 - Regulation Commission - Detailed rules for applying Regulation 104/2000 – notifications	Proposal for a Commission Regulation (EC) No 80/2001 of 16 January 2001 laying down detailed rules for the application of Council Regulation (EC) No 104/2000 as regards notifications concerning the recognition of producer organisations, the fixing of prices and intervention within the scope of the common organisation of the market in fishery and aquaculture products



84	Fisheries and Maritime Affairs	Codification 2000R1886 - règlement Commission	Proposal for a Commission Regulation laying down detailed rules for the application of Council Regulation (EC) No 104/2000 as regards the extension to non-members of certain rules adopted by producers' organisations in the fisheries sector (codified version)
85	Health and Consumer Protection	Codification 1994L0039 - directive Commission	Proposal for a Commission Directive establishing a list of intended uses of animal feedingstuffs for particular nutritional purposes (codified version)
86	Health Consumer Protection	Codification 1992D0260 - Decision Commission - Animal health conditions for temporary admission of registered horses	Proposal for a 92/260/EEC: Commission Decision of 10 April 1992 on animal health conditions and veterinary certification for temporary admission of registered horses
87	Health Consumer Protection	Codification 1993D0195 - Decision Commission - Animal health conditions for re-entry of registered horses	Proposal for a 93/195/EEC: Commission Decision of 2 February 1993 on animal health conditions and veterinary certification for the re-entry of registered horses for racing, competition and cultural events and for temporary export
88	Health Consumer Protection	Codification 1986L0109 - Commission Directive limiting the marketing of seed of certain species of fodder plants	Proposal of a Commission Directive 86/109/EEC of 27 February 1986 limiting the marketing of seed of certain species of fodder plants and fibre plants to seed which has been officially certified as 'basic seed' or 'certified seed'
89	Health and Consumer Protection	Codification 1996D0540 - décision Commission	Proposal for a Commission Decision on animal health requirements and veterinary certification for imports into the Community of ova and embryos of the equine species (Text with EEA relevance) (codified version)
90	Health and Consumer Protection	Codification 1995L0031 - directive Commission	Proposal for a Commission laying down specific criteria of purity concerning sweeteners for use in foodstuffs (codified version)
91	Health and Consumer Protection	Codification 2001D0106 - décision Commission	Proposal for a Commission Decision establishing a model for the units approved by Member States for intra-Community trade in live animals, semen and embryos and the rules applying to the transmission of these lists to the Commission (Text with EEA relevance) (notified under document number C(2001) 143) (codified version)
92	Health Consumer Protection	Codification 2000D0585 - Decision Commission - Public health conditions for wild and farmed game meat	Proposal for a 2000/585/EC: Commission Decision of 7 September 2000 laying down animal and public health conditions and veterinary certifications for import of wild and farmed game meat and rabbit from third countries and repealing Commission Decisions 97/217/EC, 97/218/EC, 97/219/EC and 97/220/EC (notified under document number C(2000) 2492) (Text with EEA relevance)
93	Health Consumer Protection	Codification 1994D0467 - Commission Decision laying down health guarantees for the transport of equidae from one third	Proposal for a COMMISSION DECISION laying down health guarantees for the transport of equidae from one third country to another in accordance with Article 9 (1) (c) of Directive 91/496/EEC (Text with EEA relevance) (1994D0467)
94	Health and Consumer Protection	Codification 2001D0618 - décision Commission	Proposal for a Commission Decision on additional guarantees in intra-Community trade of pigs relating to Aujeszky's disease, criteria to provide information on this disease and repealing Decisions 93/244/EEC and 93/244/EEC (Text with EEA relevance) (notified under document number C(2001) 2236) (codified version)
95	Health and Consumer Protection	Codification 1996L0077 - directive Commission	Proposal for a Commission Directive laying down specific purity requirements on food additives other than colours and sweeteners (Text with EEA relevance), (codified version)
96	Health and Consumer Protection	Codification 1994L0054 - directive Commission	Proposal for a Commission Directive concerning the compulsory indication on the labelling of certain foodstuffs of particulars other than those provided for in Council Directive 79/112/EEC (codified version)
97	Health Consumer Protection	Codification 1997D0010 - Commission Decision amending Council Decision 79/542/EEC and Commission Decisions 92/160/E	Proposal of a Commission Decision of 12 December 1996 : 97/1000/EC amending Council Decision 79/542/EEC and Commission Decisions 92/160/EEC, 92/260/EEC and 93/197/EEC in relation to the temporary admission and imports into the Community of registered horses from South Africa (Text with EEA relevance)
98	Health Consumer Protection	Codification 1993D0342 - Decision Commission - Criteria for classifying third countries with regard to avian influenza	Proposal for a 93/342/EEC: Commission Decision of 12 May 1993 laying down the criteria for classifying third countries with regard to avian influenza and Newcastle disease

99	Health Consumer Protection	Codification 1993D0197 - Decision Commission - Animal health conditions for imports of equidae for breeding	Proposal for a 93/197/EEC: Commission Decision of 5 February on animal health conditions and veterinary certification for imported registered equidae and equidae for breeding and production
100	Health Consumer Protection	Codification 1993D0196 - Decision Commission - Animal health conditions for equidae for slaughter	Proposal for a 93/196/EEC: Commission Decision of 5 February on animal health conditions and veterinary certification for imported equidae for slaughter
101	Health Consumer Protection	Codification 1995L0044 - Directive Commission - conditions for introducing harmful organisms	Proposal for a Commission Directive 95/44/EC of 26 July 1995 establishing the conditions under which certain harmful organisms, plants, plant products and other objects listed in Annexes I to V to Council Directive 77/93/EEC may be introduced into or moved within the Community or certain protected zones thereof, for trial or scientific purposes and for work on varietal selections
102	Taxation and Customs Union	Codification 1993R0752 - règlement Commission	Proposal for a Commission Regulation laying down provisions for implementation of Council Regulation (EEC) No 3911/92 on the export of cultural goods (codified version)
103	Energy Transport	Codification 1995L0012 - Commission Directive Council Directive 92/75/EEC with regard to energy labelling	Proposal of a Commission Directive 95/12/EC of 23 May 1995 implementing Council Directive 92/75/EEC with regard to energy labelling of household washing machines
104	Energy Transport	Codification 1997L0017 - Commission Directive implementing Council Directive 92/75/EEC with regard to energy labelling	Proposal of a Commission Directive 97/17/EC of 16 April 1997 implementing Council Directive 92/75/EEC with regard to energy labelling of household dishwashers (Text with EEA relevance)
105	Health and Consumer Protection	Codification 1995L0045 - directive Commission - colours for use in foodstuffs	Proposal for a COMMISSION DIRECTIVE laying down specific provisions and criteria concerning colours for use in foodstuffs (codified version) (1995L0045)
106	Energy Transport	Codification 1999R0805 - Regulation Commission - Implementation of Regulation 718/1999	Proposal for a COMMISSION REGULATION laying down certain measures for implementing Council Regulation (EC) No 718/1999 Community-fleet capacity policy to promote inland waterway transport (1999R0805)

#### Legislative Proposal / Decision

107	Economic and Financial Affairs	Codification 1977D0270 - Decision Council - Issue of Euratom loans by the Commission	Proposal for a COUNCIL DECISION empowering the Commission to issue Euratom loans for the purpose of contributing to the financing of nuclear power stations (1977D0270)
108	Economic and Financial Affairs	Codification 1977D0271 - Decision Council - Implementation of Decision 77/270	Proposal for a 77/271/Euratom: Council Decision of 29 March 1977 on the implementation of Decision 77/270/Euratom empowering the Commission to issue Euratom loans for the purpose of contributing to the financing of nuclear power stations
109	Statistics	Codification 1991D0116 - décision Conseil	Proposal of Council Decision setting up the European Advisory Committee on statistical information in the economic and social fields (codified version)
110	Health Consumer Protection	Codification 1990D0424 Council Decision of 26 June 1990 on expenditure in the veterinary field	Proposal for a 1990D0424 a Council Decision of 26 June 1990 on expenditure in the veterinary field

#### Legislative Proposal / Directive

111	Enterprise and Industry	Recast 1971L0316 (Comito) - directive Conseil	Proposal for a COUNCIL DIRECTIVE on the approximation of the laws, regulations, decrees and administrative provisions of the Member States relating to common provisions for both metrological instruments and methods of metrological control (recast version)(1971L0316)
112	Enterprise and Industry	Recast 1990L0385 (by DG) - Directive Council - Active implantable medical devices	Proposal for a COUNCIL DIRECTIVE on the approximation of the laws, regulations, decrees and administrative provisions of the Member States relating to active implantable medical devices (1990L0385)
113	Enterprise and Industry	Codification 1993L0034 - Council Directive on statutory markings for two- or three-wheel motor vehicles	Proposal of a Council Directive 93/34/EEC of 14 June 1993 on statutory markings for two- or three-wheel motor vehicles
114	Enterprise and Industry	Codification 1989L0173 - Council Directive relating to certain components and characteristics of wheeled agricultural or	Council Directive 89/173/EEC of 21 December 1988 on the approximation of the laws of the Member States relating to certain components and characteristics of wheeled agricultural or forest tractors

115	Enterprise and Industry	Codification 1980L0181 - Council Directive relating to units of measurement	Proposal for a Council Directive of 20 December 1979 on the approximation of the laws of the Member States relating to units of measurement and on the repeal of Directive 71/354/EEC (80/18)
116	Enterprise and Industry	Codification 1978L0764 - COUNCIL DIRECTIVE relating to the driver's seat on wheeled agricultural	Proposal for a COUNCIL DIRECTIVE of 25 July 1978 on the approximation of the laws of the Member States relating to the driver's seat on wheeled agricultural or forestry tractors (78/764/EEC)
117	Enterprise and Industry	Codification 1986L0298 - directive Conseil	Proposal for a Council Directive on rear-mounted roll-over protection structures of narrow-track wheeled agricultural and forestry tractors (codified version)
118	Enterprise and Industry	Codification 1980L0720 - directive Conseil	Proposal for a Council Directive on the approximation of the laws of the Member States relating to the operating space, access to the driver's seat and the doors and windows of wheeled agricultural or forestry tractors (codified version)
119	Enterprise and Industry	Codification 1979L0622 - directive Conseil	Proposal for a Council Directive on the approximation of the laws of the Member States relating to the roll-over protection structures of wheeled agricultural or forestry tractors (static testing) (codified version)
120	Enterprise and Industry	Codification 1976L0763 - Directive Council - Passenger seats for wheeled tractors	Proposal for a Council Directive 76/763/EEC of 27 July 1976 on the approximation of the laws of the Member States relating to passenger seats for wheeled agricultural or forestry tractors
121	Enterprise and Industry	Codification 1987L0402 - directive Conseil	Proposal for a Council Directive on roll-over protection structures mounted in front of the driver's seat on narrow-track wheeled agricultural and forestry tractors (codified version)
122	Enterprise and Industry	Recast 1972L0245 - Directive Council - Radio interference of vehicles	Proposal for a COUNCIL DIRECTIVE on the approximation of the laws of the Member States relating to the suppression of radio interference produced by spark-ignition engines fitted to motor vehicles (1972)
123	Enterprise and Industry	Codification 1986L0415 - Directive Council - Installation and location of controls of tractors	Proposal for a Council Directive 86/415/EEC of 24 July 1986 on the installation, location, operation and identification of the controls of wheeled agricultural or forestry tractors
124	Enterprise and Industry	Codification 1986L0297 - Directive Council - Power take-offs for tractors	Proposal for a Council Directive 86/297/EEC of 26 May 1986 on the approximation of the laws of the Member States relating to the power take-offs of wheeled agricultural and forestry tractors and their protection
125	Energy Transport	Codification 1975L0322 - Council Directive relating to the suppression of radio interference	Proposal of a Council Directive 75/322/EEC on the approximation of the laws of the Member States relating to the suppression of radio interference produced by spark-ignition engines fitted to wheeled agricultural or forestry tractors
126	Enterprise and Industry	Codification 1989L0686 - Directive Council - Personal protective equipment	Proposal of Council Directive 89/686/EEC of 21 December 1989 on the approximation of the laws of the Member States relating to personal protective equipment
127	Enterprise and Industry	Codification 1998L0034 - Directive Council - Provision of information in the field of technical standards	Proposal for a EUROPEAN PARLIAMENT AND COUNCIL DIRECTIVE laying down a procedure for the provision of information in the field of technical standards and regulations (1998L0034)
128	Enterprise and Industry	Codification 1993L0092 - directive Conseil	Proposal of Council Directive on the installation of lighting and light signalling devices on two or three-wheel motor vehicles (codified version)
129	Enterprise and Industry	Codification 1987L0404 - Council Directive relating to simple pressure vessels	Proposal of a Council Directive 87/404/EEC of 25 June 1987 on the harmonization of the laws of the Member States relating to simple pressure vessels
130	Environment	Codification 1979L0409 - directive Conseil	Proposal of Council Directive on the conservation of wild birds (codified version)
131	Statistics	Codification 1993L0023 - directive Conseil	Proposal of Council Directive on the statistical surveys to be carried out on pig production (codified version)
132	Internal Market and Services	Recast 1985L0611 - directive Conseil	Proposal for a Council Directive on the coordination of laws, regulations and administrative provisions relating to undertakings for collective investment in transferable securities (UCITS)(codified version)

133	Internal Market and Services	Codification 1968L0151 - directive Conseil	Proposal for a First Directive of the Council on co-ordination of safeguards which, for the protection of the interests of members others, are required by Member States of companies within the meaning of the second paragraph of Article 58 of the Treaty, with view to making such safeguards equivalent throughout the Community (codified version)
134	Internal Market and Services	Codification 1978L0855 - Directive Council - Mergers of public limited companies	Proposal of third Council Directive 78/855/EEC of 9 October 1978 based on Article 54 (3) (g) of the Treaty concerning mergers of public limited liability companies
135	Internal Market and Services	Codification 1977L0091 - Directive Council - Coordination of safeguards as regards company formation	Proposal of Second Council Directive 77/91/EEC of 13 December 1977 on coordination of safeguards which, for the protection of the interests of members and others, are required by Member States of companies within the meaning of the second paragraph of Article 58 of the Treaty in respect of the formation of public limited liability companies and in respect of maintenance and alteration of their capital, with a view to making such safeguards equivalent
136	Internal Market and Services	Codification 1972L0166 - Directive Council - Insurance against civil liability in respect of use of motor vehicles	Council Directive 72/166/EEC of 24 April 1972 on the approximation of the laws of Member States relating to insurance against civil liability in respect of the use of motor vehicles, and to the enforcement of the obligation to insure against such liability
137	Internal Market and Services	Codification 1989L0667 - Directive Council - Single-member private limited liability companies	Proposal of Twelfth Council Company Law Directive 89/667/EEC of 21 December 1989 on single-member private limited-liability companies
138	Internal Market and Services	Codification 1991L0250 - Directive Council - legal protection of computer programs	Proposal of council Directive 91/250/EEC of 14 May 1991 on the legal protection of computer programs
139	Internal Market and Services	Codification 1984L0005 - Directive Council - insurance against civil liability in respect of use of motor vehicles	Proposal of second Council Directive 84/5/EEC of 30 December 1984 on the approximation of the laws of the Member States relating to insurance against civil liability in respect of the use of motor vehicles
140	Health and Consumer Protection	Recast 1988L0344 (Comito) - directive Conseil	Proposal for a COUNCIL DIRECTIVE on the approximation of the laws of the Member States on extraction solvents used in the production of foodstuffs and food ingredients (recast version) (1988L0344)
141	Health and Consumer Protection	Codification 1966L0401 - directive Conseil	Proposal for a 1966L0401 of Council Directive on the marketing of fodder plant seed (codified version)
142	Health and Consumer Protection	Codification 1966L0402 - directive Conseil	Proposal for a 1966L0402 of Council Directive on the marketing of cereal seed (codified version)
143	Health Consumer Protection	Codification 2002L0056 - Directive Council - Marketing of seed potatoes	Proposal for a Council Directive 2002/56/EC of 13 June 2002 on the marketing of seed potatoes
144	Health Consumer Protection	Codification 1992L0033 Council Directive on the marketing of vegetable propagating and planting material, other than	Proposal of a Council Directive 92/33/EEC of 28 April 1992 on the marketing of vegetable propagating and planting material, other than seed  OJ L 157, 10.6.1992, p. 1–9 (ES, DA, DE, EL, EN, FR, IT, NL, P)
145	Health Consumer Protection	Codification 1992L0035 Council Directive laying down control rules and measures to combat African horse sickness	Proposal for a Council Directive 92/35/EEC of 29 April 1992 laying down control rules and measures to combat African horse sickness
146	Health Consumer Protection	Codification 1991L0068 - Council Directive on animal health conditions governing intra-Community trade	Proposal for a Council Directive 91/68/EEC of 28 January 1991 on animal health conditions governing intra-Community trade in ovine and caprine animals Council Directive 91/68/EEC of 28 January 1991 on animal health conditions governing intra-Community trade in ovine and caprine animals
147	Health Consumer Protection	codification 1990L0426 - Council Directive on animal health conditions governing the movement and import from third countries of equidae	Proposal for a Council Directive 90/426/EEC of 26 June 1990 on animal health conditions governing the movement and import from third countries of equidae
148	Health Consumer Protection	Codification 1992L0119 - Directive Council - Community measures to control swine vesicular disease	Proposal for a Council Directive 92/119/EEC of 17 December 1992 introducing general Community measures for the control of certain animal diseases and specific measures relating to swine vesicular disease

149	Health Consumer Protection	Codification 1988L0407 - Directive Council - Deep-frozen bovine semen	Proposal for a Council Directive 88/407/EEC of 14 June 1988 laying down the animal health requirements applicable to intra-Community trade in and imports of deep-frozen semen of domestic animals of bovine species
150	Health Consumer Protection	Codification 1989L0662 - Directive Council - Veterinary checks to complete the internal market	Proposal for a Council Directive 89/662/EEC of 11 December 1989 concerning veterinary checks in intra-Community trade with a view to the completion of the internal market
151	Health Consumer Protection	Codification 1968L0193 Council Directive on the marketing of material for the vegetative propagation of the vine	Proposal of a Council Directive 68/193/EEC of 9 April 1968 on the marketing of material for the vegetative propagation of the vine
152	Health Consumer Protection	Codification 1990L0539 - Council Directive on animal health conditions governing intra-Community trade	Proposal of a Council Directive 90/539/EEC of 15 October 1990 on animal health conditions governing intra-Community trade in, and imports from third countries of, poultry and hatching eggs
153	Health Consumer Protection	Codification 2000L0029 - Council Directive on protective measures against the introduction into the Community of organisms	Proposal for a Council Directive 2000/29/EC of 8 May 2000 on protective measures against the introduction into the Community of organisms harmful to plants or plant products and against their spread within the Community
154	Health and Consumer Protection	Codification 1991L0496 - directive du Conseil	Proposal for a Council Directive laying down the principles governing the organization of veterinary checks on animals entering the Community from third countries and amending Directives 89/662/EEC and 90/425/EEC and 90/675/EEC (codified version)
155	Health Consumer Protection	Codification 1997L0007 - Directive EP, Council - Protection of consumers in respect of distance contracts	Proposal for a Directive 97/7/EC of the European Parliament and of the Council of 20 May 1997 on the protection of consumers in respect of distance contracts - Statement by the Council and the Parliament on Article 6 (1) - Statement by the Commission re Article 3 (1), first subparagraph
156	Health Consumer Protection	Codification 1992L0118 - Council Directive laying down animal health and public health requirements governing trade	Proposal for a Council Directive 92/118/EEC of 17 December 1992 laying down animal health and public health requirements governing trade in and imports into the Community of products not subject to said requirements laid down in specific Community rules referred to in Annex A (I) to Directive 89/662/EEC and, as regards pathogens, Directive 90/425/EEC
157	Health Consumer Protection	Codification 1992L0065 - Council Directive laying down animal health requirements governing trade in and imports	Proposal for a Council Directive 92/65/EEC of 13 July 1992 laying down animal health requirements governing trade in and imports into the Community of animals, semen, ova and embryos not subject to a health requirements laid down in specific Community rules referred to in Annex A (I) to Directive 90/425/EEC
158	Health Consumer Protection	Codification 1990L0429 - Council Directive on animal health conditions governing intra-Community trade in ovine and	Proposal for a Council Directive 91/68/EEC of 28 January 1991 on animal health conditions governing intra-Community trade in ovine and caprine animals
159	Health Environment	Codification 1989L0556 - Council Directive on animal health conditions governing intra-Community trade in and imp	Proposal for a Council Directive 89/556/EEC of 25 September 1989 on animal health conditions governing intra-Community trade in and importation from third countries of embryos of domestic animals of bovine species
160	Taxation and Customs Union	Recast 1992L0012 - Council Directive on the general arrangements for products subject to excise duty	Proposal for a COUNCIL DIRECTIVE on the general arrangements for products subject to excise duty and on the holding, movement and monitoring of such products (1992L0012)
161	Taxation and Customs Union	Codification 1983L0181 - directive Conseil	Proposal of Council Directive determining the scope of Article 14 of Directive 77/388/EEC as regards exemption from value added tax on the final importation of certain goods (codified version)
162	Taxation and Customs Union	Codification 1983L0183 - Council Directive - tax exemptions on permanent imports of personal property	Proposal for a Council Directive 83/183/EEC of 28 March 1983 on tax exemptions applicable to permanent imports from a Member State of the personal property of individuals
163	Taxation and Customs Union	Codification 1990L0434 - Directive Council - Common system of taxation for company mergers	Proposal for a council Directive 90/434/EEC of 23 July 1990 on a common system of taxation applicable to mergers, divisions, transfers of assets and exchanges of shares concerning companies of different Member States
164	Taxation and Customs Union	Codification 1977L0799 of a Council Directive concerning mutual assistance by the competent authorities of the Member	Proposal for a 1977L0799 Council Directive of 19 December 1977 concerning mutual assistance by the competent authorities of the Member States in the field of direct taxation

165	Taxation and Customs Union	Codification 1990L0435 - Directive Council - Common system of taxation of parent companies and subsidiaries	Proposal for a Council Directive 90/435/EEC of 23 July 1990 on common system of taxation applicable in the case of parent companies and subsidiaries of different Member States
166	Energy Transport	Codification 1996L0053 - Directive Council - Maximum authorised dimensions and weights of vehicles	Proposal for a Council Directive 96/53/EC of 25 July 1996 laying down for certain road vehicles circulating within the Community the maximum authorized dimensions in national and international traffic and the maximum authorized weights in international traffic
167	Energy Transport	Codification 1991L0440 - Directive Council - Development of the Community's railways	Proposal for a Council Directive 91/440/EEC of 29 July 1991 on the development of the Community's railways
168	Energy Transport	Codification 1994L0057 - Directive Council - Common rules and standards for ship inspection	Proposal for a Council Directive 94/57/EC of 22 November 1994 on common rules and standards for ship inspection and survey organizations and for the relevant activities of maritime administration
169	Energy Transport	Recast 1995L0018 (by DG) - licensing of railway undertakings	Proposal for a EUROPEAN PARLIAMENT AND COUNCIL DIRECTIVE on the licensing of railway undertakings (Text with EEA relevance) (recast version) (1995L0018)
170	Energy and Transport	Codification 1976L0135 - directive Conseil	Proposal of Council Directive on reciprocal recognition of navigational licences for inland waterway vessels (codified version)
171	Energy Transport	Codification 1995L0050 of Council Directive on uniform procedures for checks on the transport of dangerous goods by road	Proposal of 1995L0050 a Council Directive of 6 October 1995 on uniform procedures for checks on the transport of dangerous goods by road
172	Energy Transport	Recast 1996L0098 - Directive Council - Marine equipment	Proposal for a Council Directive 96/98/EC of 20 December 1996 on marine equipment
<b>Legislative Proposal / Regulation</b>			
173	Agriculture and Rural Development	Codification 1975R2783 - Regulation Council - Common system of trade for ovalbumin and lactalbumin	Proposal for a Regulation (EEC) No 2783/75 of the Council of 29 October 1975 on the common system of trade for ovalbumin and lactalbumin
174	Agriculture and Rural Development	Codification 1965R0079 - Council Regulation - setting up a network for the collection of accountancy data on the incomes	Proposal for a Regulation No 79/65/EEC of the Council setting up a network for the collection of accountancy data on the incomes and business operation of agricultural holdings in the European Economic Community
175	Agriculture and Rural Development	Codification 1994R1868 - Council Regulation establishing a quota system in relation to the production of potatoes	Proposal of a Council Regulation (EC) No 1868/94 of 27 July 1994 establishing a quota system in relation to the production of potatoes and starch
176	Competition	Codification 1987R3976 - Regulation Council - Application of Article 85 (3) to the air transport sector	Proposal for a Council Regulation (EEC) No 3976/87 of 14 December 1987 on the application of Article 85 (3) of the Treaty to certain categories of agreements and concerted practices in the air transport sector
177	Economic and Financial Affairs	Codification 1997R1103 - Council Regulation on certain provisions relating to the introduction of the euro	Proposal of a Council Regulation (EC) No 1103/97 of 17 June 1997 on certain provisions relating to the introduction of the euro
178	Economic and Financial Affairs	Codification 1998R0975 - Council Regulation on denominations and technical specifications of euro coins intended for circulation	Proposal of a Council Regulation (EC) No 975/98 of 3 May 1998 on denominations and technical specifications of euro coins intended for circulation
178	Economic and Financial Affairs	Codification 1994R2728 - Regulation Council - Guarantee fund for external actions	Proposal for a Council Regulation (EC, Euratom) No 2728/94 of 10 October 1994 establishing a Guarantee Fund for external actions
180	Economic and Financial Affairs	Codification 1998R0974 - Council Regulation on the introduction of the euro	Proposal of a Council Regulation (EC) No 974/98 of 3 May 1998 on the introduction of the euro
181	Enterprise and Industry	Codification 1993R3448 - Council Regulation laying down the trade arrangements applicable to certain goods	Proposal of a Council Regulation (EC) No 3448/93 of 6 December 1993 laying down the trade arrangements applicable to certain goods resulting from the processing of agricultural products
182	Enterprise and Industry	Codification 1992R1768 - règlement Conseil	Proposal of Council Regulation concerning the creation of a supplementary protection certificate for medicinal products (codified version)
183	Environment	Codification 1997R0338 - Council Regulation on the protection of species of wild fauna and flora by regulating	Proposal for a Council Regulation (EC) No 338/97 of 9 December 1997 on the protection of species of wild fauna and flora by regulating their trade
184	Statistics	Recast 1990R0837 (by DG) - Council Regulation- statistical information on cereals production	Proposal for a COUNCIL REGULATION concerning statistical information to be supplied by the Member States on cereals production (1990R0837)

185	Statistics	Recast 1993R0959 (by DG) - Council Regulation concerning statistical information to be supplied	Proposal for a COUNCIL REGULATION concerning statistical information to be supplied by Member States on crop products other than cereals (1993R0959)
186	Statistics	Codification 1996R2223 - Council Regulation on the European system of national and regional accounts	Proposal of a Council Regulation (EC) No 2223/96 of 25 June 1996 on the European system of national and regional accounts in the Community
187	Statistics	Codification 1998R1172 - Council Regulation on statistical returns in respect of the carriage of goods by road	Proposal of a Council Regulation (EC) No 1172/98 of 25 May 1998 on statistical returns in respect of the carriage of goods by road
188	Statistics	Codification 1993R3605 - Council Regulation on the application of the Protocol on the excessive deficit	Proposal of a Council Regulation (EC) No 3605/93 of 22 November 1993 on the application of the Protocol on the excessive deficit procedure annexed to the Treaty establishing the European Community
189	Statistics	Recast 1979R0357 (by DG) - Council Regulation - statistical surveys of areas under vines	Proposal for a COUNCIL REGULATION on statistical surveys of areas under vines (1979R0357)
190	Statistics	Codification 1990R3037 - règlement Conseil	Council Regulation on the statistical classification of economic activities in the European Community (codified version)
191	Statistics	Codification 2002R2150 - Regulation EP and Council - Waste statistics	Proposal for a Regulation (EC) No 2150/2002 of the European Parliament and of the Council of 25 November 2002 on waste statistics (Text with EEA relevance)
192	Statistics	Recast 1995R1172 (by DG) - Council Regulation on the statistics relating to the trading of goods by the Community and its Member States with non-member countries (1995R1172)	Proposal for a COUNCIL REGULATION on the statistics relating to the trading of goods by the Community and its Member States with non-member countries (1995R1172)
193	Freedom, Security and Justice	Codification 1995R1683 - Council Regulation (laying down a uniform format for visas)	Proposal of a Council Regulation (EC) No 1683/95 of 29 May 1995 laying down a uniform format for visas
194	Freedom, Security and Justice	Codification 2001R0539 - Council Regulation listing the third countries whose nationals must be in possession of visas when crossing the external borders and those whose nationals are exempt from that requirement	Proposal of a Council Regulation (EC) No 539/2001 of 15 March 2001 listing the third countries whose nationals must be in possession of visas when crossing the external borders and those whose nationals are exempt from that requirement
195	External Relations	Codification 2000R2007 - règlement Conseil	Proposal for a 2000R2007 for a Regulation of the Council introducing exceptional trade measures for countries and territories participating in or linked to the European Union's Stabilisation and Association process, amending Regulation (EC) No 2820/98, and repealing Regulations (EC) No 1763/1999 and (EC) No 6/2000 (codified version)
196	Health Consumer Protection	Codification 2001R0999 - Regulation of the European Parliament and of the Council laying down rules for the prevention	Proposal for a Regulation (EC) No 999/2001 of the European Parliament and of the Council of 22 May 2001 laying down rules for the prevention, control and eradication of certain transmissible spongiform encephalopathies
197	Trade	Codification 1996R0384 - Council Regulation on protection against dumped imports from countries not members of	Proposal of a Council Regulation (EC) No 384/96 of 22 December 1996 on protection against dumped imports from countries not members of the European Community
198	Trade	Codification 1994R0519 - Council Regulation on common rules for imports from certain third countries	Proposal of a Council Regulation (EC) No 519/94 of 7 March 1994 on common rules for imports from certain third countries and repealing Regulations (EEC)
199	Trade	Codification 1994R3285 - règlement Conseil	Proposal for a Regulation of the Council on the common rules for imports and repealing Regulation (EC) No 518/94 (codified version)
200	Trade	Codification 1969R2603 - règlement Conseil	Proposal of Regulation of the Council establishing common rules for exports (codified version)
201	Energy Transport	Recast 1985R3821 - Regulation Council - Recording equipment in road transport	Proposal for a Council Regulation (EEC) No 3821/85 of 20 December 1985 on recording equipment in road transport
202	Energy Transport	Codification 1991R3922 - Regulation Council - Harmonisation of technical requirements in civil aviation	Proposal for a Council Regulation (EEC) No 3922/91 of 16 December 1991 on the harmonization of technical requirements and administrative procedures in the field of civil aviation
203	Transport	Codification 1992R0684 - règlement Conseil	Proposal for a Council Regulation on common rules for the international carriage of passengers by coach and bus (codified version)
204	Energy Transport	Codification 1995R2236 - règlement Conseil	Proposal of Council Regulation laying down general rules for the granting of Community financial aid in the field of trans-European networks (codified version)

205	Energy Transport	Codification 1969R1192 - Regulation Council - Normalisation of the accounts of railway undertakings	Proposal for a Regulation (EEC) No 1192/69 of the Council of 26 1969 on common rules for the normalisation of the accounts of railway undertakings
-----	---------------------	---	--



**ANNEX 3**  
**Simplification proposals pending before the legislature – state of play**  
**(as of 30 January 2008)**<sup>15</sup>

Regulatory area	Legal act(s)	Commission
1. Free movement of workers	Proposal for a Regulation of the European Parliament and of the Council laying down the <b>procedure for implementing Regulation (EC) No 883/2004 on the coordination of social security systems</b>	31 January 2006 COM(2006)16 2006/0006/COD
2. Waste	Revision of the <b>waste Directives</b> <sup>16</sup> (replaces and repeals Directives 75/439/EEC, 75/442/EEC and 91/689/EEC)	21 December 2005 COM(2005) 667 2005/0281/COD
3. Business statistics	Streamlining of the <b>structural business statistics</b> (Council Regulation (EC / Euratom) N°58/97)	20 February 2006 COM(2006) 66 2006/0020/COD
4. Customs Union	Modernisation of the <b>Community Customs Code</b>	30 November 2005 COM(2005)608 2005/0246/COD
5. Rail safety – competence of Railway Agency	Proposal for a Directive amending Directive 2004/49/EC on <b>safety on the Community's railways</b> Proposal for a Directive of the European Parliament and of the Council on the <b>interoperability of the Community rail system</b>	13 December 2006 COM(2006)782-783-784-785 2006/0272-0273-274/COD

<sup>15</sup> 5 simplification proposals from the 2007 programme will be added to this list in early 2008 after adoption by the Commission:

1. Proposal for a Regulation of the European Parliament and of the Council on the placing on the market and use of feed
2. Revision of Council Directive 89/106/EEC of 21 December 1988 on the approximation of laws, regulations and administrative provisions of the Member States relating to construction products
3. Proposal for a Council regulation recasting Council Regulation (EC) No 850/98 of 30 March 1998 for the conservation of fishery resources through technical measures for the protection of juveniles of marine organisms
4. Recast of Council Directive 85/611/EEC of 20 December 1985 on the coordination of laws, regulations and administrative provisions relating to undertakings for collective investment in transferable securities (UCITS)
5. Codification of Council Directive 96/96/EC of 20 December 1996 on the approximation of the laws of the Member States relating to roadworthiness tests for motor vehicles and their trailers.

<sup>16</sup> Action corresponding to the merge of two initiatives of the simplification rolling programme.

Regulatory area	Legal act(s)	Commission
	Proposal for a Regulation of the European Parliament and of the Council amending Regulation (EC) No 881/2004 establishing a <b>European Railway Agency</b>	SEC(2006)1640-2
6. Transport of dangerous goods	Proposal for a Directive of the European Parliament and of the Council on the <b>inland transport of dangerous goods</b> <sup>2</sup>	22 December 2006 COM(2006)852 2006/0278/COD SEC(2006)1725-6
7. Maritime Transport	Recast of the regime on <b>port State control</b> (Council Directive 95/21/EC)	23 November 2005 COM(2005) 588 2005/0238/COD
8. Maritime Transport	Recast of the regime for <b>ship inspections and survey organisations</b> (Directive 94/57/EC)	23 November 2005 COM(2005) 587 2005/0237/COD
9. Air Transport	Proposal for a Regulation of the European Parliament and of the Council on <b>common rules for the operation of air transport services</b> in the Community (recast)	18/07/2006 COM(2006)396 2006/0130/COD
10. Plant Protection products	Proposal for a Regulation on the placing of <b>plant protection products</b> on the market	COM(2006)388 12 July 2006 2006/0136/COD
11. Foodstuffs	Recast, modernisation and simplification Legislative package for four regulations on “ <b>food improvement agents</b> ” <sup>16</sup>	
	Proposal for a regulation on <b>food additives</b>	28 July 2006 COM(2006) 428 2006/145/COD
	Proposal for a Regulation on <b>food enzymes</b>	28 July 2006 COM(2006)425 2006/0144 (COD)
	Proposal for a Regulation establishing a common authorisation procedure for <b>food additives, food enzymes and food flavourings</b>	28 July 2006 COM(2006)423 2006/0143 (COD)

Regulatory area	Legal act(s)	Commission
	Proposal for a Regulation on <b>flavourings and certain food ingredients with flavourings properties</b> for use in and on food	28 July 2006 COM(2006) 427 2006/0147 (COD)
12. Taxation	Council Directive 69/335/EEC of 17 July 1969 concerning indirect <b>taxes on the raising of capital</b> <b>Ecofin Council reached an agreement in December 2007. Formal adoption is foreseen in February 2008.</b>	COM(2006)760 4 December 2006 2006/0253/CNS
13. Trade of dual use items	Proposal for a Council Regulation setting up a Community regime for the <b>control of exports of dual-use</b> items and technology	COM(2006)829 18 December 2006 2006/0266/ACC SEC(2006)1696
14. Social affairs Health and safety	Proposal of Council Directive concerning the minimum safety and health requirements for the use of <b>work equipment</b> by workers at work (second individual Directive within the meaning of Article 16 (1) of Directive 89/391/EEC) (codified version)	COM(2006)652 3 November 2006 2006/0214/COD
15. Employment Social affairs	Proposal of Council Directive on the approximation of the laws of the Member States relating to the protection of employees in the event of the <b>insolvency of their employer</b> (codified version)	COM(2006)657 6 November 2006 2006/0220/COD
16. Social affairs Health and safety	Proposal of Council Directive on the protection of workers from the risks related to <b>exposure to asbestos</b> at work (second individual Directive within the meaning of Article 8 of Directive 80/1107/EEC) (codified version)	COM(2006)664 10 November 2006 2006/0222/COD
17. Trade mark	Proposal for a Council Regulation on the <b>Community trade mark</b> (Codified version)	COM(2006)830 16 December 2006 2006/0267/CNS
18. Fruit plants propagating material	Recasting of Council Directive 92/34/EEC <b>on the Marketing of fruit plants propagating material</b>	COM(2007)31 29 January 2007
19. Euratom Supply Agency	Proposal for a Council Decision establishing <b>Statutes for the Euratom Supply Agency</b>	COM(2007)119- COM(2007)108 16 March 2007 2007/0043/CNS,

Regulatory area	Legal act(s)	Commission
		2007/0042/CNS
20. Residue limits of veterinary medicinal products.	Proposal for a Regulation of the European Parliament and of the Council laying down Community procedures for the establishment of <b>residue limits of pharmacologically active substances in foodstuffs of animal origin</b> , and repealing Regulation (EEC) No 2377/90	COM(2007)194 17 April 2007 2007/0064 (COD) SEC(2007)484- SEC(2007)485)
21. Admission to the occupation of transport operators	Proposal for a Regulation of the European Parliament and of the Council establishing common rules concerning the conditions to be complied with to pursue the <b>occupation of road transport operator</b>	COM(2007)263 23 May 2007 20070097(COD) SEC(2007)635-636
22. Access to road transport market	Proposal for a Regulation of the European Parliament and of the Council on common rules for the <b>international carriage of passengers by coach and bus</b> (recast)	COM(2007)264 23 May 2007 20070098(COD) SEC(2007)635-636
	Proposal for a Regulation of the European Parliament and of the Council on <b>access to the market in the carriage of goods by road</b> within the Community to or from the territory of a Member State or passing across the territory of one or more Member States	COM(2007)265 23 May 2007 20070099(COD) SEC(2007)635-636
23. Radiation protection	Codification of Regulation 1990R0737 on the conditions governing <b>imports of agricultural products</b> originating in third countries <b>following the accident at Chernobyl</b> nuclear power-station	COM (2007) 291 2006/SJ+/107 2007/0101ACC
24. Radiation protection	Codification of Regulation (Euratom) 1987R3954 laying down maximum permitted levels of <b>radioactive contamination of foodstuffs</b> and of feeding stuffs <b>following a nuclear accident</b>	COM(2007)302 2006/SJ+/106 2007/0103CNS
25. Consumer Protection acquis	Review of the <b>Timeshare</b> Directive (94/47/EC)	COM(2007)303 7 June 2007 2007/0113COD
26. Authorisations for fishing activities	Proposal for a Council regulation concerning <b>authorisations for fishing activities</b> of <b>Community fishing vessels</b> outside Community waters and the access of third country vessels to	COM(2007)330 18 June 2007

Regulatory area	Legal act(s)	Commission
	Community waters	2007/0114/CNS
27. Common organisation of the market in wine	Proposal for a Council Regulation on the <b>common organisation of the market in wine</b> and amending certain Regulations	COM(2007)372 04 July 2007 2007/0138/CNS Political Agreement reached
28. Coordination of social security systems	Proposal for a Council Regulation extending the provisions of Regulation (EC) No 883/2004 and Regulation (EC) No [...] to nationals of third countries who are not already covered by these provisions solely on the ground of their nationality	COM (2007) 439 23 July 2007 2007/0152/CNS
29. Coordination of social security systems	Proposal for a Regulation of the European Parliament and of the Council amending the annexes to Regulation (EC) No 883/2004 on the <b>coordination of social security systems</b>	COM (2007) 376 03 July 2007 2007/0129/COD
30. Financial services – Insurance	Recast of the directives on the conduct of insurance and reinsurance business and the solvency of (re)insurance companies	COM(2007)361 10 July 2007 2007/0143/COD
31. Public pan-European cellular digital land-based mobile communications	Proposal for a Directive of the European Parliament and of the Council repealing Council Directive 87/372/EEC on the frequency bands to be reserved for the coordinated introduction of public pan-European cellular digital land-based mobile communications in the Community ( <b>GSM Directive</b> )	COM (2007) 367 25 July 2007 2007/0126/COD
32. Veterinary medical devices	Repeal of the Directive on <b>electro-medical equipments used in veterinary medicine</b>	COM(2007)465 7 August 2007 2007/0168/COD
33. Free movement of workers	Repeal of Council Decision 85/368/EEC on the <b>comparability of vocational training qualifications</b> between Member States.	COM(2007)680 6 November 2007 2007/0243/COD
34. Maritime Transport	Codification of Directive 2001/25 on the <b>minimum level of training for seafarers.</b>	COM (2007)610 29 October 2007 2007/0219/COD
35. Information society	Revision of the regulatory framework for <b>electronic communications and services</b>	COM(2007)697-9

Regulatory area	Legal act(s)	Commission
		13 November 2007 2007/0247-9/COD
36. Air Transport	Revision of the regulatory framework for <b>computerised reservation systems</b>	COM(2007)709 15 November 2007 2007/0243/COD
37. Modernisation of VAT rules relating to financial services including insurance	Proposal for a Council Regulation laying down implementing measures for Directive 2006/112/EC on the <b>common system of value added tax</b> , as regards the treatment of insurance and financial services	COM(2007)746 28 November 2007
38. Single CMO Regulation	Proposal for a Council Regulation amending Regulation (EC) No 1234/2007 establishing a common organisation of agricultural markets and on specific provisions for certain agricultural products ("Single CMO Regulation")	COM(2007)854 20 December 2007
39. Emissions from heavy duty vehicles (Euro VI)	Proposal for a Regulation of the European Parliament and of the Council on type-approval of motor vehicles and engines with respect to emissions from heavy duty vehicles (Euro VI) and on access to vehicle repair and maintenance information	COM(2007) 851 21 December 2007 2007/0295/COD
40. IPPC	Proposal for a Directive of the European Parliament and of the Council on industrial emissions (integrated pollution prevention and control)	COM(2007) 843 COM(2007)844 21 December 2007 2007/0286/COD
41. Foodstuffs	Proposal for a Regulation of the European Parliament and of the Council on <b>novel foods</b> and amending Regulation (EC) No XXX/XXXX establishing a common authorisation procedure for food additives, food enzymes and food flavourings	COM (2007)872 2008/002/COD 14 January 2008
42. Foodstuffs	Proposal for a Regulation of the European Parliament and of the Council on the provision of food information to consumers	COM(2008)40 30 January 2008
43. Toys	Revision of Council Directive 88/378/EEC of 3 May 1988 on the approximation of the laws of the Member States concerning the safety of toys	COM(2008)9 25 January 2008
44. Cosmetics	Revision of Council Directive 76/768/EEC of 27 July 1976 on the approximation of the laws of the Member States relating to cosmetic products	COM (2008) xxx 31 January 2008

## ANNEX 4

### Commission autonomous acts & other initiatives adopted since 2005

Regulatory area	Legal act(s)	Official Journal
1. Public procurement	Commission Regulation (EC) No 1564/2005 establishing standard forms for the publication of notices in the framework of <b>public procurement procedures</b> pursuant to Directives 2004/17/EC and 2004/18/EC of the European Parliament and of the Council Commission Directive 2005/51/EC of 7 September 2005 amending Annex XX to Directive 2004/17/EC and Annex VIII to Directive 2004/18/EC of the European Parliament and the Council on public procurement	O.J. L257 of 01.10.2005, p1  O.J. L257 of 01.10.2005, p127
2. Pharmaceutical products	Commission Regulation (EC) No 2049/2005 of 15 December 2005 laying down, pursuant to Regulation (EC) No 726/2004 of the European Parliament and of the Council, rules regarding the <b>payment of fees</b> to, and the receipt of administrative assistance from, the <b>European Medicines Agency</b> by micro, small and medium-sized enterprises	O.J. L329 of 16.12.2005, p4
3. Quality policy	Commission Regulation (EC) No 217/2006 of 8 February 2006 laying down rules for the application of Council Directives 66/401/EEC, 66/402/EEC, 2002/54/EC, 2002/55/EC and 2002/57/EC as regards the authorisation of Member States to permit temporarily the <b>marketing of seed</b> not satisfying the requirements in respect of the minimum germination	O.J. L38 of 09.02.2006, p17
4. Trade in agricultural products	Commission Regulation (EC) No 1301/2006 of 31 August 2006 laying down common rules for the administration of <b>import tariff quotas for agricultural products</b> managed by a system of import licences	O.J. L238 of 01.09.2006, p13
5. Customs and trade	Commission Regulation (EC) No 1549/2006 of 17 October 2006 amending Annex I to Council Regulation (EEC) No 2658/87 on the <b>tariff and statistical nomenclature</b> and on the Common Customs Tariff	O.J. L301 of 31.10.2006, p1

6. Trade in agricultural products	Commission Regulation (EC) No 1635/2006 of 6 November 2006 laying down detailed rules for the application of Council Regulation (EEC) No 737/90 on the conditions governing <b>imports of agricultural products</b> originating in third countries following the accident at the Chernobyl nuclear power-station	O.J. L306 of 07.11.2006, p3
7. State aid	Commission Communication on Community guidelines for state aid in the agriculture and forestry sector 2007-2013	O.J. C319 of 27.12.2006, p1
8. Common organisation of agricultural markets	Commission Regulation (EC) No 1913/2006 of 20 December 2006 laying down detailed rules for the application of the <b>agrimonetary system</b> for the euro in agriculture and amending certain regulations	O.J. L365 of 21.12.2006, p52
9. Agriculture – Direct Payments	Commission Regulation (EC) No 2002/2006 of 21 December 2006 amending Regulation (EC) No 795/2004 laying down detailed rules for the implementation of the <b>single payment scheme</b> provided for in Council Regulation (EC) No 1782/2003 establishing common rules for direct support schemes under the common agricultural policy and establishing certain support schemes for farmers	O.J. L379 of 28.12.2006, p47
10. Agriculture – Direct Payments	Commission Regulation (EC) No 2025/2006 of 22 December 2006 amending Regulation (EC) No 796/2004 laying down detailed rules for the implementation of <b>cross-compliance, modulation and the integrated administration and control system</b> provided for in Council Regulation (EC) No 1782/2003 establishing common rules for direct support schemes under the common agricultural policy and establishing certain support schemes for farmers	O.J. L384 of 29.12.2006, p81
11. Agriculture – Direct Payments	Commission Regulation (EC) No 270/2007 of 13 March 2007 amending Regulation (EC) No 1973/2004 laying down detailed rules for the application of Council Regulation (EC) No 1782/2003 as regards the <b>support schemes</b> provided for in Titles IV and IVa of that Regulation and the use of land set aside for the production of raw materials	O.J. L75 of 15.03.2007, p8
12. Common fisheries policy	Commission Regulation (EC) No 498/2007 of 26 March 2007 laying down detailed rules for the implementation of Council Regulation (EC) No 1198/2006 on the <b>European Fisheries Fund</b>	O.J. L120 of 10.05.2007



13. Agricultural products	Commission Regulation (EC) No 557/2007 of 23 May 2007 laying down detailed rules for implementing Council Regulation (EC) No 1028/2006 on <b>marketing standards for eggs</b>	O.J. L132 of 24.05.2007, p5
14. Trans-European transport and energy networks	Commission Decision 2007/394/EC of 7 June 2007 amending Council Directive 90/377/EEC with regard to the methodology to be applied for the collection of <b>gas and electricity prices</b> charged to industrial end-users	O.J. L148 of 09.06.2007, p11
15. Agricultural products	Commission Regulation (EC) No 939/2007 of 7 August 2007 amending Regulation (EC) No 917/2004 laying down detailed rules for the application of Council Regulation (EC) No 797/2004 on measures improving general conditions for the production and <b>marketing of apiculture products</b>	O.J. L207 of 08.08.2007, p3
16. Trade in agricultural products	Commission Regulation (EC) No 1001/2007 of 29 August 2007 amending Regulations (EC) No 800/1999 and (EC) No 2090/2002 as regards controls in the framework of <b>export refunds on agricultural products</b>	O.J. L226 of 30.08.2007, p9
17. Common organisation of agricultural markets	Commission Regulation (EC) No 1388/2007 of 27 November 2007 amending Regulation (EC) No 382/2005 laying down detailed rules for the application of Council Regulation (EC) No 1786/2003 on the common organisation of the market in <b>dried fodder</b>	O.J. L310 of 28.11.2007, p3
18. Trade in agricultural products	Commission Regulation (EC) No 1423/2007 of 4 December 2007 amending Regulation (EC) No 1291/2000 laying down common detailed rules for the application of the system of <b>import and export licences</b> and advance fixing certificates for agricultural products	O.J. L317 of 05.12.2007, p36
19. Trade in agricultural products	Commission Regulation (EC) No 1454/2007 of 10 December 2007 laying down common rules for establishing a tender procedure for fixing <b>export refunds</b> for certain agricultural products	O.J. L325 of 11.12.2007, p69
20. State aid	Notice from the Commission on the <b>execution of recovery decisions</b> : “Towards an effective implementation of Commission decisions ordering Member States to recover unlawful and incompatible State aid”	C(2007)5116 (not yet published in the O.J.)

21. Public procurement	Commission Regulation (EC) No .../2007 modifying Regulation (EC) No 2195/2002 of the European Parliament and of the Council of 5 November 2002 on the <b>Common Procurement Vocabulary</b> (CPV) and Directive 2004/17/EC and 2004/18/EC of the European Parliament and of the Council on procedures for the award of public contracts	C(2007)5677 (not yet published in the O.J.)
22. State aid	Commission Regulation (EC) No .... /2007 of .... 2007 amending Regulation (EC) No 794/2004 implementing Council Regulation (EC) No 659/1999 laying down detailed rules for the application of <b>Article 93 (now Article 88) of the EC Treaty</b>	C(2007) xxxx (not yet published in the O.J.)
23. Rules of origin	Commission Regulation (EC) No .../2007 of 2007 amending Regulation (EEC) No 2454/93 laying down provisions for the implementation of Council Regulation (EEC) No 2913/92 establishing the Community Customs Code.	C(2007) xxxx (not yet published in the O.J.)
24. Leased lines	Commission Decision of [...] amending Commission Decision 2003/548/EC as regards the deletion of specific types of leased line from the Minimum Set of Leased Lines	C(2007) xxxx (not yet published in the O.J.)

**Other initiatives contributing to the simplification:**

- Report from the Commission Evaluation report on the Settlement Finality Directive 98/26/EC [COM(2005)657 - O.J. C122 of 23.05.2006, p17]
- Report from the Commission to the Council on the application of the system of cross-compliance (under Article 8 of Council Regulation (EC) No 1782/2003 establishing common rules for direct support schemes under the common agricultural policy and establishing certain support schemes for farmers) [COM(2007)147 – O.J. C 181 of 03.08.2007, p17]
- Commission Regulation (EC) No 1566/2007 of 21 December 2007 laying down detailed rules for the implementation of Council Regulation (EC) No 1966/2006 on electronic recording and reporting of fishing activities and on means of remote sensing (not part of the simplification rolling programme).
- Commission Recommendation of 17 December 2007 on relevant product and service markets within the electronic communications sector susceptible to ex ante regulation in accordance with Directive 2002/21/EC of the European Parliament and of the Council on a common regulatory framework for electronic communications networks and services

## ANNEX 5

### Simplification proposals adopted by the legislature since 2005

Regulatory area	Legal act(s)	Official Journal
1. Common organisation of agricultural markets	<p>Council Regulation (EC) No 318/2006 of 20 February 2006 on the common organisation of the <b>markets in the sugar sector</b></p> <p>Council Regulation (EC) No 319/2006 of 20 February 2006 amending Regulation (EC) No 1782/2003 establishing common rules for <b>direct support schemes under the common agricultural policy</b> and establishing certain support schemes for farmers</p> <p>Council Regulation (EC) No 320/2006 of 20 February 2006 establishing a <b>temporary scheme for the restructuring of the sugar industry</b> in the Community and amending Regulation (EC) No 1290/2005 on the financing of the common agricultural policy</p>	O.J. L 58 of 28.02.2006, p.1-42
2. Quality policy	Council Regulation (EC) No 509/2006 of 20 March 2006 on <b>agricultural products and foodstuffs as traditional specialities guaranteed</b>	O.J. L 93 of 31.03.2006, p1
3. Quality policy	Council Regulation (EC) No 510/2006 of 20 March 2006 on the <b>protection of geographical indications and designations of origin for agricultural products and foodstuffs</b>	O.J. L 93 of 31.03.2006, p12
4. Agricultural product	Council Regulation (EC) No 1028/2006 of 19 June 2006 on <b>marketing standards for eggs</b>	O.J. L 186 of 07.07.2006, p1
5. Quality policy	<p>Council Regulation (EC) No 1991/2006 of 21 December 2006 amending Regulation (EEC) No 2092/91 on <b>organic production</b> of agricultural products and indications referring thereto on agricultural products and foodstuffs</p> <p>Council Regulation (EC) No 834/2007 of 28 June 2007 on <b>organic production and labelling</b> of organic products and repealing Regulation (EEC) No 2092/91</p>	<p>O.J. L27 of 02.02.2007,p11</p> <p>O.J L189 of 20.07.2007, p1</p>

6. Public procurement	Directive 2007/24/EC of the European Parliament and of the Council of 23 May 2007 repealing Council Directive 71/304/EEC concerning the abolition of restrictions on freedom to provide services in respect of <b>public works contracts</b> and on the award of public works contracts to contractors acting through agencies or branches	O.J. L154 of 14.06.2007, p22
7. Trans-European transport and energy networks	Regulation (EC) No 680/2007 of the European Parliament and of the Council of 20 June 2007 laying down general rules for the granting of Community financial aid in the field of the <b>trans-European transport and energy networks</b>	O.J. L162 of 22.06.2007, p1
8. Forestry products	Decision No 714/2007/EC of the European Parliament and of the Council of 20 June 2007 repealing Council Directive 68/89/EEC on the approximation of the laws of the Member States concerning the classification of <b>wood in the rough</b>	OJ L 163 of 23.06.2007, p16
9. Health and safety at work	Directive 2007/30/EC of the European Parliament and of the Council of 20 June 2007 amending Council Directive 89/391/EEC, its individual Directives and Council Directives 83/477/EEC, 91/383/EEC, 92/29/EEC and 94/33/EC with a view to simplifying and rationalising the reports on practical implementation	O.J. L165 of 27.06.2007, p21
10. Agricultural product	Council Regulation (EC) No 1182/2007 of 26 September 2007 laying down specific rules as regards the <b>fruit and vegetable</b> sector, amending Directives 2001/112/EC and 2001/113/EC and Regulations (EEC) No 827/68, (EC) No 2200/96, (EC) No 2201/96, (EC) No 2826/2000, (EC) No 1782/2003 and (EC) No 318/2006 and repealing Regulation (EC) No 2202/96	O.J. L273 of 17.10.2007, p.1
11. Common organisation of agricultural markets	Council Regulation (EC) No 1234/2007 of 22 October 2007 establishing a <b>common organisation of agricultural markets</b> and on specific provisions for certain agricultural products (Single CMO Regulation)	O.J. L299 of 16.11.2007, p.1
12. Services in the Internal market	Directive 2007/64/EC of the European Parliament and of the Council of 13 November 2007 on <b>payment services</b> in the internal market amending Directives 97/7/EC, 2002/65/EC, 2005/60/EC and 2006/48/EC and repealing Directive 97/5/EC	O.J.L319 of 05.12.2007, p.1
13. Common organisation of agricultural markets	Council Regulation (EC) No 2012/2006 of 19 December 2006 amending and correcting Regulation (EC) No 1782/2003 establishing common rules for <b>direct support schemes</b> under the common agricultural policy and establishing certain support schemes for farmers and amending Regulation (EC) No 1698/2005 on support for rural development by the European Agricultural Fund for Rural Development (EAFRD)	O.J. L 384 of 29.12.2006, p8

14. Public procurement	Directive 2007/66/EC of the European Parliament and of the Council of 11 December 2007 amending Council Directives 89/665/EEC and 92/13/EEC with regard to improving the effectiveness of review procedures concerning the <b>award of public contracts</b>	O.J. L335 of 20.12.2007
15. Energy-efficiency labelling programme for office equipment	Regulation (EC) 2007/./EC of ..on a Community energy-efficiency labelling programme for office equipment (Recast)	(not yet published in the O.J.) COM (2006) 576 2006/0187/COD
16. Information and promotion for agricultural products	Council Regulation (EC) No 3/2008 of 17 December 2007 on information provision and promotion measures for agricultural products on the internal market and in third countries	O.J. L003 of 05.01.2008, p1

**INITIATIVES ADOPTED BY THE LEGISLATURE CONTRIBUTING TO THE SIMPLIFICATION BUT NOT PART OF THE ROLLING PROGRAMME**

<b>Regulatory area</b>	<b>Legal act(s)</b>	<b>Official Journal</b>
Electronic recording and reporting of fishing activities	Council Regulation (EC) No 1966/2006 of 21 December 2006 on electronic recording and reporting of fishing activities and on means of remote sensing	
Export of agricultural products	Council Regulation (EC) No 14/2008 of 17 December 2007 amending Regulation (EEC) No 386/90 on the monitoring carried out at the time of export of agricultural products receiving refunds or other amounts.	O.J. L 8 of 11.01.2008, p1
eCustoms	Decision 2008/.../EC of the European Parliament and of the Council on a paperless environment for customs and trade  <i>This Decision is one part of the simplification initiative named “Modernisation of the Community Customs Code”. The review of the Community customs legislation is foreseen for adoption in 2008 and is still pending before the legislature. See Annex 3.</i>	(Not yet published in the O.J.)